



*Vient un temps où le risque de rester à l'étroit dans un
bourgeon est plus douloureux que le risque d'éclorre.*

Anaïs Nin (1903-1977)

Commencements

Hubert Landier Loin du Veau d'or, retrouver le sens du sacré pour sauver la planète
Romain Gelin Les multinationales en passe de se substituer à la souveraineté des peuples ?
Patrick Mercier Du goût de l'herbe au bonheur du fromage
Sébastien Wittevert Prenez-en de la graine !
Jacques Lecomte De la bonté humaine à l'entreprise humaniste
REVUE DE PRESSE Gail Tverberg La mondialisation aux limites

10

TRIMESTRIEL

H I V E R

2015

2016

Paradoxes

Philippe Bihoux rappelait récemment¹ la triple promesse que nous font les technologies: d'abondance, de loisir, d'accès à l'ultra-humain. Or, loin de ralentir la consommation des ressources, les technologies les plus avancées l'accroissent² et nous rapprochent du point d'effondrement de notre système. Quant à l'économie dite « circulaire » - le recyclage parfait qui ménagerait une croissance infinie - elle est une théorie agréable qui nous rassurerait sur la pérennité de notre style de vie. En réalité, elle sera bien en peine de compenser notre gabegie: sans parler des pertes induites par le processus lui-même, lorsque l'on multiplie les objets connectés il devient de plus en plus difficile et prohibitif d'en récupérer les composants, même les plus précieux.

Ce système ordonné à la consommation et au profit semble de plus en plus puissant. Cependant que, dans notre revue de presse, Gail Tverberg démonte l'amer ressac de la mondialisation, Romain Gelin évoque l'abandon de souveraineté que - au bénéfice de cette même mondialisation - nos gouvernements, en rupture complète avec ce qui fonde leur légitimité, seraient prêts de concéder aux multinationales. Paradoxe, que ce choix de résoudre nos problèmes en faisant toujours plus de la même chose!³ Il va de pair avec le phénomène que Jerry Harvey a théorisé sous le nom de « paradoxe d'Abilène »: personne, dans cette parabole, n'a envie de se rendre à Abilene, et pourtant tout le monde y va - et en revient déçu. Dès lors, on peut se demander quels seraient les effets, sur des populations soudainement aux abois, d'une avarie insurmontable qui révélerait brutalement l'illusion du système actuel.

Hubert Landier ouvre ce numéro de *Commencements* en nous appelant à tourner le dos au « veau d'or » afin de choisir un autre chemin, celui de la vie. Trois entretiens lui font suite, qui nous montrent d'autres façons d'exister, de produire et de gérer. Patrick Mercier, paysan fromager, réinvente un modèle économique vertueux en revenant aux fondamentaux de son métier: de bonnes vaches nourries avec de la bonne herbe. Le résultat: l'inutilité des intrants onéreux, une activité rentable et un produit aussi sain que délicieux. Sébastien Wittevert, quant à lui, a connu son chemin de Damas à la faveur de la crise des subprimes: l'entreprise qui l'employait n'y a pas survécu. Ce fut pour lui l'occasion d'un cheminement qui, de l'informaticien de haut vol, fera un jardinier militant, promoteur de l'auto-suffisance alimentaire locale.

Si l'on parle d'auto-suffisance alimentaire, c'est qu'il s'agit bien, à terme, de rien de moins que de survie. Cette affirmation peut choquer. Cependant, il suffit de regarder le fonctionnement de notre système. Celui-ci est subventionné par le déni des « externalités négatives »: à savoir une énergie dont le prix ne tient pas compte des raretés qui s'accroissent, et des dégâts à l'environnement que personne ne paye. Songez aux distances que parcourent nos aliments: on envoie à nettoyer en Chine des boyaux de porc qui nous reviennent ensuite pour être cuisinés ! Nous sommes devenus dépendants, au quotidien, de ce système extravagant qui, outre son inexorable fragilité, n'en est pas à une trahison près: la robotisation nous promet des loisirs et c'est le chômage qui augmente, et quant aux accroissements de productivité, ils nous appauvrissent. De quoi diaboliser cet acteur central qu'est devenue l'entreprise! Mais Jacques Lecomte, en « opti-réaliste » tel qu'il se définit lui-même, dresse le tableau de l'évolution vertueuse qui, selon lui, s'est amorcée. Car il y a un autre paradoxe: croire en l'homme le rend meilleur.

Thierry Groussin.

1 Conférence du 13 avril à la Maison des Centraliens: « Quels choix technologiques pour une société durable ? »

2 Cf. l'interview de Philippe Bihoux dans notre n° 6. En accès libre: <http://co-evolutionproject.org/wp-content/uploads/2016/03/Commencements06.pdf>

3 Certains reconnaîtront ici une observation de Paul Watzlawick.



Hubert Landier Loin du Veau d'or, retrouver le sens du sacré pour sauver la planète

Hubert, selon vous, nous sommes en état de « catastrophe annoncée », mais force est de constater l'impuissance qui résulte d'une dramatique dissolution de la responsabilité...

Permettez-moi d'introduire ma réponse avec une citation:

« Je suis convaincu depuis quelque temps que la crise que nous traversons nous appelle un profond réexamen de l'ensemble de nos valeurs et de nos engagements. (...) Nous approchons à grands pas d'une situation dans laquelle nous serons obligés de réexaminer notre désir d'abandonner la responsabilité de nos pensées et de nos actions à des institutions telles que les partis politiques, les syndicats, l'Eglise ou l'Etat. »

Ce point de vue a été formulé en 1959 par Claude Eatherly dans une lettre au grand philosophe autrichien Günther Anders¹.

Eatherly était le pilote de l'avion de tête de l'escadrille qui a largué la bombe A sur Hiroshima, le 6 août 1945, provoquant quelque 300 000 morts. C'était quelques jours avant la création, à l'intention des criminels de guerre allemands, du Tribunal de Nuremberg. Il ne s'est jamais remis de l'instrumentalisation dont, à vingt-six ans, il avait fait

Bio Express

Hubert Landier, professeur associé au Groupe IGS et vice-président de l'Institut international de l'audit social, consacre aujourd'hui une partie de son activité à des missions de recherche de solutions de sortie de crise au sein des organisations, une partie à la transmission de son expérience et une partie à la réflexion sur le dialogue social et les changements à promouvoir au sein des entreprises. Il est conseiller scientifique de Futuribles international et a publié de nombreux ouvrages sur les problématiques du management humain. Il anime également un blog : www.regard-hubertlandier.fr.

l'objet. Et l'Air Force ne lui a jamais pardonné de remettre en cause, par ses doutes, cet instrument privilégié de la puissance américaine. C'est pourquoi il a été interné dans un hôpital psychiatrique. Et c'est de son asile qu'il écrivait sa correspondance avec Günther Anders.

Nous en sommes là. L'humanité a inventé de quoi assurer sa destruction. Anders pointe la bombe atomique. Mais nous savons aujourd'hui, d'une façon beaucoup plus large, que c'est notre système industriel tout entier qui, par son fonctionnement actuel, menace la planète et la survie de l'espèce humaine. Or, il ne s'agit pas de réduire un peu les dégagements de CO₂. Le problème est beaucoup plus profond. D'une part, et Eatherly l'avait bien compris, ce sont nos valeurs, telles qu'elles fondent notre comportement individuel et collectif, qui sont à revisiter. D'autre part, et surtout, il devient pratiquement impossible de savoir qui porte la responsabilité d'une telle situation.

Qui aura été responsable de la mort de 300 000 être humains innocents ? Faut-il incriminer les scientifiques qui travaillaient dans le cadre du « Projet Manhattan » ? Les militaires ? Le président Truman, qui a ordonné le largage de la bombe ? Et que penser du jeune et brillant jeune pilote qui ne savait pas, alors qu'il se trouvait aux commandes de

¹ Cf. Günther Anders, Hiroshima est partout, Le Seuil, 2008



son avion au dessus du Pacifique, à quoi il participait involontairement ? On notera seulement le dévoiement moral du président Truman qui savait déjà, avant d'ordonner la frappe atomique, que le Japon allait déposer les armes, mais qui voulait seulement s'assurer que ce serait avant que l'URSS lui déclare la guerre comme elle se préparait à le faire incessamment ?

Günther Anders soulève une question majeure à notre époque : il pointe la responsabilité de celui qui, par son travail quotidien au sein d'une grande organisation dont il ignore plus ou moins les tenants et les aboutissants, contribue sans même le savoir à la fabrication d'un objet ou à la prestation d'un service dont il réprouverait moralement l'utilisation si on lui posait la question².

Selon Anders, nous vivons dans un monde d'irresponsabilité généralisée. Eichmann, lors de son procès, affirmait qu'il se contentait d'obéir aux ordres, qu'il n'était qu'un obscur exécutant et qu'il ne pouvait faire autrement. Moi-même, si j'achète un t-shirt, je me doute bien dans quelles conditions sordides il a été fabriqué en Birmanie ou

ailleurs, mais je l'achète quand même. Puis-je faire autrement ? Mais au moins puis-je en être conscient et, avec d'autres, essayer de faire qu'il en soit autrement ? Même si la cause paraît perdue d'avance. Les « troubles du comportement » qui lui étaient reprochés font la grandeur d'Eatherly contrairement à la soumission d'Eichmann.

Autrement dit, nous serions tous, ne serait-ce que par notre conformisme, complices de la catastrophe qui se prépare ?

Il s'agit aujourd'hui des conséquences, sur la biosphère, de l'activité industrielle et du mode de vie qui lui correspond, tel que celui-ci nous est imposé. Ce mode de vie, en effet, nous ne l'avons pas choisi. Il résulte d'un système de valeurs. Un système de valeurs qui privilégie l'accumulation des biens matériels sur tout autre chose. « Achetez notre produit, nous assure la publicité, et vous serez heureux ». Mieux, nous avons le devoir d'acheter afin de créer des emplois. Dénoncer un tel raisonnement revient à s'inscrire en faux contre la doxa sur laquelle, depuis deux siècles, est fondée la civilisation occidentale.

² Cf. Günther Anders, *L'obsolescence de l'homme*, tome II, sur la destruction de la vie à l'époque de la troisième révolution industrielle, tr. fr. Editions Fario, 2011.

Une civilisation qui ne se contente pas d'être occidentale mais qui s'est voulue et se veut planétaire au surplus ?

La Grande Bretagne, au début du XVIIIème siècle, était à peu près au même niveau de prospérité que la Chine ; celle-ci était parfois plus en avance que les pays occidentaux sur le plan technologique. Deux siècle plus tard, l'Occident, à commencer par le Royaume Uni, était en mesure d'imposer sa civilisation à peu près à toute la planète, se présentant comme la Civilisation par excellence face à l'obscurantisme et à des cultures locales réduites au statut de curiosités exotiques présentées comme telles lors des « expositions universelles ». Entretemps, il y avait eu les « révolutions industrielles », la première puis la seconde, et aujourd'hui la troisième. Cet imperium occidental semblait aller de soi. Les pays « en voie de développement » se devaient de suivre les prescriptions de la Banque mondiale. Seul, ou à peu près, l'Occident avait droit de parole à l'ONU. Et cette domination se fondait non seulement sur une supériorité technologique, mais aussi sur une absolue bonne conscience morale.

Mais cette domination, aujourd'hui, n'est-elle pas mise à mal ?

Cette domination a cessé d'aller de soi. La Chine peut se permettre d'envoyer un homme dans l'espace – pas la France, ni même l'Europe. Et l'ordre mondial fondé sur les principes occidentaux est en train de voler en éclats. Qui pourrait soutenir sans rire aujourd'hui que la Pax americana est à la fois juste et efficace ? Quel avenir, donc, pour l'Occident, pour la culture occidentale et pour ses méthodes de management face à la montée en puissance de la Chine et du reste du monde ? Dans un livre inspiré, Pierre Legendre, historien et psychanalyste, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, se livre, à travers sa recherche de ce qu'il appelle le « point aveugle de l'Occident », à une description saisissante de l'état

du monde contemporain, tel qu'il est caractérisé par les effets de la mondialisation³.

Pour comprendre quel en est l'enjeu, il se livre à une archéologie des principes fondateurs de notre culture euro-péo-américaine. Celle-ci part de certitudes religieuses, le « judéo-christianisme », auxquelles leur caractère révélé confère le statut d'une absolue vérité, opposée à l'erreur. Ces certitudes se sont coulées dans le moule romain, dont elles sont devenues la religion officielle. Or, l'empire romain avait vocation à constituer l'ordo mundi. Autrement dit, au-delà du Limes, il n'y avait que barbarie. Il est donc devenu un devoir pour le catholicisme romain, prenant la suite de l'empire, d'aller enseigner toutes les nations afin de les placer dans son orbite et de les conduire sur le chemin du bonheur éternel.

On ne peut pourtant pas dire que les valeurs prônées par l'Eglise l'ont emporté ?

Ces principes se sont sécularisés. Le judéo-christianisme, en tant que vérité sacrée et absolue, a laissé place, en tant que certitude dominante, à la techno-science, qui est devenue la pourvoyeuse nécessaire du bonheur de l'humanité - et de l'humanité toute entière. Et la techno-science s'appuie elle-même sur un ordre juridico-politique emprunté à l'ordo mundi romain. Son bien fondé ne peut donc être remis en question dans la mesure où il se fonde sur le double principe fondateur de l'Occident : judéo-christianisme et romanité. Moyennant quoi il a vocation à s'imposer au reste du monde, les cultures locales étant ainsi réduites au statut de curiosités touristiques et d'objet de recherche pour les ethnologues.

Voilà donc qui justifie, pour les Occidentaux - hier les Européens, aujourd'hui les Américains - l'ambition d'imposer ce schéma à

3 Cf. Dominium mundi, l'empire du management, Mille et une nuits, 2014.

l'ensemble de la planète. Le catholicisme romain (à la différence du christianisme orthodoxe) envoyait des missionnaires en Asie ou en Afrique afin de « convertir » les ignorants. Ils étaient accompagnés par les marchands et les militaires venus les « protéger » – ce fut le colonialisme. Le colonialisme, aujourd'hui, a cessé de se fonder sur des ambitions territoriales et sur l'exportation de convictions religieuses. Il se fonde sur la certitude que le bonheur ne peut résulter que du progrès techno-scientifique et de l'ordre politique et économique emprunté à Rome ; cette ambition passe par la mise en œuvre d'un modèle démocratique de l'Etat emprunté à l'Occident et tel qu'il fonde l'identité occidentale. Point de salut en dehors de la techno-science, du marché, de l'Etat national et des institutions fondées sur le modèle démocratique occidental à partir de principes empruntés au droit romain.

Le Pape et le clergé catholique, les évangélistes baptistes, continuent à prêcher à travers le monde qu'il faut renverser les idoles. Mais là n'est plus l'essentiel. L'essentiel, c'est la conviction des Occidentaux de la nécessité de faire valoir, de promouvoir comme allant de soi, leur modèle techno-économico-politique, qu'il y va du bien des peuples et qu'il faut donc, s'il le faut, l'imposer par la force. Ainsi peut-on lire l'objet des récentes interventions américaines en Irak ou en Syrie, ou les interventions françaises en Libye ou au Mali. Ainsi de leurs encouragements en vue du « développement » en Afrique ou, après l'avoir ignoré, en faveur du « printemps arabe ». Ainsi de leur condamnation des régimes dictatoriaux – ceux du moins qui leur déplaisent - ou qui prétendraient échapper à l'emprise économique liée à ce nouvel ordre du monde. Ainsi de leur horreur face à la destruction par Daesh, à Palmyre, de ce qui restait des temples naguère saccagés par les chrétiens. Ainsi de l'action menée par les institutions internationales dominées par les Occidentaux, et plus précisément par les Américains, qu'il s'agisse du conseil de sécurité de l'ONU, de

l'OTAN, du FMI ou de la Banque mondiale.

Une ambition planétaire qui ne va donc pas sans rencontrer des obstacles ?

Le problème, c'est que les cultures héritées de l'histoire résistent à cet ordre du monde étranger à leur identité. Le premier à lui résister fut le Japon, lorsqu'il jeta les missionnaires occidentaux à la mer en 1587. Beaucoup plus près de nous, l'Iran a mis à la porte le dictateur Mohamed Reza Chah Pahlavi imposé par les Etats-Unis, ce que ceux-ci ne lui ont pas pardonné, indépendamment des errements de la République islamique. La Chine reprend à son compte les moyens de la prospérité mais aucun indice ne permet de penser qu'elle acceptera le modèle politique occidental. La Russie, malgré les efforts des Etats-Unis dans l'ordre économique, militaire et culturel, refuse de se rendre à l'ordre américain (d'où les « sanctions internationales » - c'est à dire américaines - à son égard : *Russia delenda est*). Reste Daesh et son refus radical de se soumettre au système de valeurs et à l'ordre que l'Occident prétendrait imposer aux peuples du Moyen-Orient par l'entremise d'Etats-clients plus ou moins dépourvus de légitimité locale. D'où le jihad contre les « croisés ». On en est là.

Où cela peut-il nous conduire ?

Rappelons que l'empire romain a sombré sous la pression des « barbares » extérieurs au Limes et que par la suite le Saint-Empire romain-germanique, qui a prétendu lui succéder, n'a jamais pu absorber le Royaume de France. Rappelons également le déclin, en Europe, de l'Eglise catholique ; soulignons, en revanche, le dynamisme missionnaire des évangélistes américains, tels qu'ils accompagnent l'imperium que les Etats-Unis cherchent à exercer, convaincus de détenir la clé du bonheur pour l'humanité toute entière - « nous savons

que nous sommes bons », affirmait ainsi le président Georges Bush Jr.

Cela conduit à différentes hypothèses :

- d'abord celle d'une absorption du monde dans un nouvel Imperium mundi, le reste du monde étant alors réduit à celui de survivances folkloriques.
- Ensuite, celle d'un essoufflement, voire d'un effondrement sur lui-même de l'ordre économique mondial tel qu'il est fondé sur des règles d'origine américaine (sous couvert, bien entendu, d'institutions internationales) ; cet essoufflement serait accompagné d'une mise en doute croissante de la capacité de cet ordre économique mondial à créer du bonheur et à sauvegarder notre environnement terrestre aujourd'hui menacé par les « dégâts collatéraux » qu'il provoque.
- Une exacerbation des tensions entre extrémistes évangélistes d'un côté, islamiques de l'autre, générant des interventions des grandes puissances, le tout étant propre à générer un conflit mondial, même à faible intensité, dont l'issue serait difficilement prévisible.
- Le développement des îlots de résistance existants (Chine, Russie, Iran) voire l'apparition de nouveaux îlots, et leur coalition en vue d'assurer leur avenir à partir de leur propre identité culturelle, par opposition à celle que l'Occident cherche à leur imposer ; il pourrait en résulter un monde culturellement, politiquement et économiquement multipolaire.
- Une subversion de cet Imperium mundi venue de l'intérieur. Une telle subversion passerait par la remise en cause de certains présupposés fondateurs. L'un d'entre eux est celui de l'importance

accordée aux dénombrements et à l'approche quantitative, par rapport à l'approche qualitative dont sont notamment porteurs l'art, la poésie et la spiritualité.

En résumé l'art contre les mathématiques ?

Ceci demande à être développé. L'ordre techno-scientifico-économique est en effet un ordre fondé sur les chiffres. Celui-ci remonte à Copernic et aux débuts de la révolution scientifique fondée sur l'expérimentation. Qu'il s'agisse de recherche scientifique, d'essais techniques, de management de l'entreprise ou de présentation des résultats de la politique nationale, ce qui compte, ce sont les résultats quantitatifs, et ceci sans considération pour la dimension qualitative des choses. Les chiffres représentent ce qui est « objectif », et donc sérieux, par rapport à ce qui ne l'est pas : l'art, la poésie, la spiritualité. Cette prédominance des chiffres, si on fait l'archéologie de notre civilisation, fonde notre façon de concevoir l'économie, telle qu'elle détermine l'ordre politique et social. Et il est possible de la faire remonter au « siècle des Lumières ».

Les philosophes ont alors prétendu fonder la pensée sur la raison en dégageant celle-ci des préjugés, notamment d'origine religieuse, qui l'entravaient. Mais elle confond celle-ci avec une pensée fondée sur l'arithmétique et les mathématiques. Il faut, proclame Descartes, procéder à des dénombrements comme étant la seule base sûre sur laquelle fonder des certitudes. La pensée scientifique sera d'abord une pensée mathématique et, pendant longtemps, une pensée mécaniciste. Ce présupposé qui réduit la réalité à ce qui est quantifiable a débordé sur tous les aspects de la vie en société, au point de prétendre ignorer ce qui ne peut pas être formulé en chiffres. On évoquera le PIB, le « taux de croissance » ou le « taux de chômage » comme autant d'indicateurs pertinents qui permettent non seulement de rendre compte de l'état

de la société mais d'orienter son devenir.

Ce renversement de « l'empire des chiffres » est en cours. Le bonheur consiste-t-il à gagner plus, dans le cadre d'un ordre économique qui n'est pas soutenable à terme, ou à vivre mieux ? La question est aujourd'hui discutée, qui ne pouvait l'être il y a quelques années à peine, mais plus encore, tend à entrer, discrètement, dans les modes de vie. Le « bonheur national brut » a cessé de s'identifier au PIB et l'on sait aujourd'hui que le mieux vivre a cessé de s'identifier à la croissance économique. C'est la notion même du progrès, ce mythe fondateur de la modernité, tel qu'il se trouve aujourd'hui porté par l'ordre techno-scientifico-économique, qui se trouve mis en cause.

Reste à savoir ce qui peut lui être substitué...

Rien n'est plus singulier que notre incapacité à anticiper, voire à imaginer les catastrophes. Dans son dernier livre⁴, Pascal Lagadec expose les pesanteurs bureaucratiques auxquelles il s'est trouvé confronté durant toute sa carrière. Tout est prévu afin de faire face au nuage radioactif de Tchernobyl, à condition toutefois qu'il respecte les frontières. Tout est prévu par le Plan ORSEC afin de faire face à une tempête ou à une marée noire, à condition toutefois qu'elle respecte ce qui a été prévu. Il n'empêche à chaque fois que les secours se heurtent, d'abord au déni des autorités supposées responsables, puis à leur fuite devant leurs responsabilités, le tout sous un louable discours médiatique visant à ne pas effrayer les citoyens. Que cela soit donc dit et redit : la sécurité de nos centrales nucléaires est parfaite ; nul besoin de s'inquiéter ; il suffit de faire confiance aux « responsables » et à leurs experts.

Si l'on en vient à la catastrophe climatique annoncée comme plus que probable par la très grande majorité des scientifiques et dont les effets se font d'ores et déjà sentir, politiciens et businessmen communient



ainsi dans un semblable déni : les choses ne seraient pas aussi graves qu'on veut bien le dire, les mesures courageuses prises par les gouvernements doivent réduire le réchauffement ; « tous ensemble », nous devons mieux trier les déchets domestiques, donner la préférence aux objets durables ou recyclables, et ainsi de suite. Vertueuses exhortations ! Là toutefois s'arrêtent les actions préventives. Peut-on aller plus loin, malgré la conscience que nous avons, à titre individuel, de ce qui serait nécessaire ? C'est là qu'intervient la mise en garde de Günther Anders : chacun d'entre nous n'est qu'un exécutant au service de l'ordre techno-scientifico-économique. A moins de se retirer du monde tel qu'il est, il n'y peut rien, et les « responsables » d'une politique ou d'un business pas plus que les autres. Chacun en se levant le matin, en allant au travail, en achetant ce que la publicité présente à ses envies, sert avec dévotion le Veau d'or, tel qu'il nous a

4 Cf. Pascal Lagadec, *Le continent des imprévus*, journal de bord des temps chaotiques, Manitoba/ Les belles lettres, 2015.

conduit à l'impasse où se trouve aujourd'hui l'Occident.

Car l'ordre techno-scientifico-économique est devenu le Veau d'or de notre époque. Il exprime et résume toutes nos croyances. Il représente une vision totale du monde, délimite notre entendement, désigne « les lendemains qui chantent », permet de distinguer le bien du mal, ce qui est important ou souhaitable de ce qui ne l'est pas, désigne les coupables et pointe les boucs émissaires. On aura reconnu sa nature religieuse. Les convictions dont étaient porteuses les religions traditionnelles sont donc reléguées au rôle de survivances anecdotiques, même si elles entretiennent les conflits, pour des raisons tout autres que religieuses. Le dominium techno-scientifico-économique est de l'ordre du sacré. Il faudrait, pour en casser les modernes idoles, que puisse émerger une autre forme du sacré.

Mais l'on va vous opposer que le « sacré », c'est la porte ouverte à l'obscurantisme, au fanatisme...

Dans un petit livre stimulant, le grand sinologue suisse Jean-François Billeter⁵ suggère de revenir à la vraie nature de la raison. Celle-ci, en s'enfermant dans ses raisonnements quantitatifs, s'est fourvoyée. Plus encore qu'au XVIII^{ème} siècle, il nous faut échapper aux croyances qui nous sont imposées par les conventions et par le discours qui nous sont imposées par la société dans laquelle nous vivons. Le langage lui-même est un enfermement ; le monde qu'il désigne est une construction qui ne va pas de soi. Il nous faut faire retour sur nous-mêmes et laisser s'installer la pensée. Il nous faut, tel l'artiste, laisser émerger des formes nouvelles, hors des sentiers battus par les puissances intéressées et par les foules moutonnières. Alors nous découvrirons que l'harmonie d'un paysage peut être préférable à l'éolienne, prétendument nécessaire, qui viendra l'enlaidir, que le charme d'une fleur vaut bien les beautés frelatées que nous vente la

publicité - ceci à un prix tel que nous perdons notre vie à la gagner et dans des conditions, développement durable ou non, qui conduisent l'humanité toute entière à la catastrophe.

Ce qui s'impose donc, face à l'impasse où l'Occident a entraîné l'humanité, c'est une métanoïa. Il nous faut nous détourner du Veau d'or et redécouvrir le sens du sacré. Au-delà de la pacotille commerciale et des croyances révolues, le sacré qui s'impose aujourd'hui, c'est la survie de l'humanité. C'est lui qui, au-delà de la diversité de nos enracinements, peut donner sens à ce que nous sommes. Cela, dans d'autres univers que celui que cherche à imposer au monde Le dominium techno-scientifico-économique, s'appelait la sagesse. Une telle subversion de l'ordre dominant est-elle possible ? Sans doute. Dans son « Eloge du carburateur », Matthew Crawford⁶ en a établi le principe : renoncer à la fabrique d'épingles d'Adam Smith pour retrouver ce qui sonne vrai. Or, Matthew Crawford n'est pas seul, il représente la figure emblématique de toute une génération. Loin des pouvoirs institutionnels, loin des certitudes officielles, loin des discours intéressés, loin du Veau d'or, ainsi s'invente peut-être le monde de demain. Un monde où le sacré a retrouvé sa place.

Propos recueillis par Thierry Groussin.

⁵ Cf. Jean-François Billeter, *Esquisses*, Editions Allia, 2015.

⁶ Cf. Matthew Crawford, *Eloge du carburateur*, La Découverte, 2010.

Romain Gelin

Les multinationales en passe de se substituer à la souveraineté des peuples ?

Vous êtes l'un des contributeurs de l'« Observatoire critique des multinationales » du GRESEA. Qu'est-ce que le GRESEA¹?

Le GRESEA est un centre de recherche et de formation. Ces deux composantes - recherche et formation - constituent la base de sa mission première: l'éducation permanente. Il s'agit, selon le décret définissant cette notion, de favoriser et de développer chez les adultes: une prise de conscience et une connaissance critique des réalités de la société, des capacités d'analyse, de choix, d'action et d'évaluation, et des attitudes de responsabilité et de participation active à la vie sociale, économique, culturelle et politique.

On parlerait en France d'éducation populaire. Ceci a été l'élément moteur du GRESEA dès sa création en 1978 par des personnalités du monde syndical, associatif et académique. L'idée dès le départ était d'étudier les rapports économiques, la division internationale du travail, les filières de production, les stratégies industrielles dans une optique Nord-Sud. On parle d'ailleurs plutôt de Tiers-monde que de Sud à cette époque. Les travaux actuellement menés sur les filières de production et les pratiques des multinationales s'inscrivent dans cette même lignée.

Les chercheurs du GRESEA proviennent d'horizon académiques différents: économie, sociologie, sciences politiques, histoire, journalisme... Ceci reflète la position du GRESEA qui consiste à

penser que la «science» économique ne peut évoluer en vase clos et que l'apport d'autres disciplines est une nécessité absolue à la compréhension des faits économiques.

Des organisations d'éducation populaire travaillant sur des thématiques proches existent aussi chez nos voisins européens. Pour n'en citer que quelques-unes: Attac en France, le CETIM en Suisse ou encore Corporate Europe Observatory et TNI (Transnational Institute) aux Pays-Bas sont des organisations dont les travaux peuvent se rapprocher de ceux du GRESEA. La liste n'est évidemment pas exhaustive.

Pour entrer dans le vif du sujet, une question sur le TAFTA. D'abord, pourquoi les négociations ont-elles été voulues secrètes et comment expliquez-vous que les représentants des pays concernés aient accepté cette règle du silence ? N'est-ce pas un déni de la démocratie ?

Une des explications avancée par le Conseil européen et la Commission européenne au secret entourant les pourparlers sur le TTIP réside dans les stratégies de négociations de l'UE: si l'autre partie, les États-Unis en l'occurrence, avait connaissance des lignes rouges que l'UE ne veut pas dépasser, cela lui procurerait un avantage important dans le processus de négociation et pourrait nuire à l'achèvement d'un accord équilibré.

1 Groupe de recherches pour une stratégie économique alternative, <http://www.gresea.be/spip.php?rubrique77> et <https://www.facebook.com/Gresea-125034710901545/>

Une autre manière de voir les choses, c'est de se dire que dans une démocratie - qui renvoie à la souveraineté du peuple - les négociations doivent être transparentes, donc que leur contenu doit être public. Est-il légitime pour une démocratie que des décisions soient prises en secret ? Le secret s'explique-t-il par la présence de mesures impopulaires? Certaines catégories de la populations ou certains acteurs - les entreprises transnationales - y auraient-elles un intérêt particulier? Toutes les interprétations sont alors possibles. La seule donnée connue à l'heure actuelle est le mandat reçu par la commission européenne pour négocier. Celui-ci concerne à la fois les barrières tarifaires (droits de douanes qui sont déjà au plus bas) et non tarifaires (tout ce qui touche à la réglementation des produits). Et c'est ce deuxième point qui inspire les craintes: tous les domaines pourraient être concernés, des normes environnementales à l'agriculture en passant par la propriété intellectuelle, les tribunaux d'arbitrages ou encore les législations liées au marchés publics.

Pourriez-vous développer les craintes liées au deuxième point ?

Les craintes liées au traité transatlantique concernent principalement deux aspects. Celui des tribunaux d'arbitrage et d'un droit taillé pour les sociétés transnationales, et celui de l'harmonisation des réglementations entre l'UE et les États-Unis.

Tout d'abord le cas des tribunaux d'arbitrage et du mécanisme appelé ISDS (Investor-to-State Dispute Settlement). Signalons en premier lieu que ceux-ci ne sont pas récents. Ils apparaissent dès la fin des années 50. Il s'agit à l'époque d'inclure dans les accords d'investissements entre deux pays une clause permettant de protéger les investisseurs, principalement du Nord face aux États du Tiers monde. La peur était alors qu'un État décide de nationaliser une activité donnée et exproprie l'investisseur sans contrepartie. Au fil des années et des



traités d'investissements, ces clauses se sont retrouvées dans nombre d'accords bilatéraux et régionaux, que l'on compte aujourd'hui en milliers. Le phénomène s'est donc généralisé, particulièrement à partir des années 1990 et 2000. Dans son rapport sur l'investissement de 2013, la CNUCED recensait 514 litiges connus ayant donné lieu à des arbitrages internationaux.

Le principal motif de méfiance réside dans le fait que les traités d'investissement puissent avoir la primauté sur des décisions de politique publique. Si un État venait à rompre un contrat passé avec une entreprise étrangère, quelle qu'en soit la raison, la firme pourrait demander réparations. C'est surtout lorsque les politiques mises en œuvre concernent l'intérêt collectif que la légitimité de cette procédure pose question.

Parmi les cas emblématiques, celui de l'Allemagne qui a été attaquée

par une entreprise - Vattenfall - qui exploitait deux centrales nucléaires sur son sol. Au lendemain de la catastrophe de Fukushima, la décision avait été prise d'en finir avec l'atome dans le pays d'ici 2022. L'entreprise a alors demandé un arbitrage pour remettre en question la décision et réclame une indemnisation s'élevant à plusieurs milliards d'euros pour le manque à gagner et la rupture des engagements pris. Autre cas: Suez environnement qui a réussi à se faire indemniser à hauteur de 400 millions d'euros par l'État argentin pour avoir re-nationalisé la gestion de l'eau dans la ville de Buenos Aires; le contrat liant l'entreprise à la ville ayant été prématurément rompu.

L'autre motif de critique par rapport à ces tribunaux d'arbitrage est celui de la privatisation de la justice. Nous ne sommes pas ici dans des litiges «classiques» opposant deux parties s'en remettant à une juridiction publique. Dans les cours d'arbitrage, trois juges – généralement des avocats d'affaires généreusement rémunérés pour leurs services - sont nommés pour trancher. Deux sont désignés par les parties en litige et le troisième est censé être neutre et ne représenter aucune des deux parties. Ces trois arbitres déterminent si la plainte de l'entreprise relève bien d'un manquement à un traité d'investissement et fixe le montant des sanctions. La spécificité de ces tribunaux est que les juges ne sont pas issus du service public - comme c'est le cas dans la plupart des pays dits démocratiques - mais proviennent du privé et plus particulièrement du milieu des affaires. Qu'un particulier ou qu'une entreprise se sentant lésé par une décision publique puisse faire valoir ses droits n'est en soi pas très choquant dans un Etat de droit. Que des juges privés puissent dire le droit pose par contre question.

Le second motif de craintes autour de l'accord de partenariat commercial entre l'UE et les Etats-Unis concerne l'aspect réglementaire. Afin d'arriver à une zone de libre-échange homogène, l'idée est de mettre en rapport les législations des deux régions afin

que les entreprises soient soumises aux mêmes réglementations dans toute la zone. Le risque est de voir nombre de normes harmonisées vers le bas. Les normes liées à l'agriculture et à l'alimentation sont dans le viseur. Certains lobbies ne cachent pas leur désir de voir les normes sur les OGM, les seuils autorisés pour les perturbateurs endocriniens, l'usage de certains pesticides, ou le lavage des carcasses de viandes avec des produits chimiques (chlore notamment) être alignées sur la législation américaine, moins contraignante. Mais les intérêts ne sont pas uniquement du côté des multinationales américaines, les firmes européennes connaissant des restrictions sur certains produits pourraient aussi bénéficier de la disparition ou de l'abaissement de certaines normes, notamment sur les produits non stérilisés (laitiers et charcuterie notamment de même que certains médicaments). L'accès aux marchés publics américains encore relativement protégés est aussi une motivation des FMN européennes.

Le droit du travail est également une source d'inquiétude en cas d'harmonisation des règles. Les Etats-Unis n'ont par exemple ratifié que deux des huit normes fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT). Celles sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical ainsi que celle sur le droit d'organisation et de négociation collective n'ont par exemple pas été adoptées. Une conséquence prévisible en cas de ratification du TTIP serait que les entreprises localisent la majorité de leurs lieux de productions là où le droit du travail n'est pas le plus protecteur des travailleurs.

L'ouverture d'un grand marché permettra sans conteste des gains pour les entreprises capables d'exporter entre les deux rives de l'Atlantique (par l'ouverture de nouveau marché et l'abaissement de nombreuses normes et réglementation, alimentaires, sanitaires, sociales...), principalement des FMN². Les petites entreprises n'en profiteront certainement pas dans les mêmes proportions. Au niveau

2 Firme MultiNationale.

des individus, que ce soit d'un point de vue de consommateur, de travailleur, ou simplement de citoyen, la signature de ce traité ne semble par contre pas procurer beaucoup d'avantages, au contraire.

A vous écouter, on a l'impression que les peuples ont beaucoup à perdre mais qu'ils sont seuls et impuissants face au rouleau-compresseur des multinationales. Et les Etats qui acceptent de négocier en secret, qui ne semblent pas envisager de soumettre les futurs accords à la ratification de leurs peuples respectifs, quelle position peut-on leur supposer ?

Je parlerais plutôt de gouvernements que d'États. Et force est de constater que, depuis près d'une trentaine d'années, les majorités en place en Europe sont résolument tournées vers le libéralisme et l'économie de marché, y compris les gauches dites «social-démocrates». On pourrait aujourd'hui dire «social-libérales», de Schröder à Blair jusqu'au gouvernement Valls. Ces partis, au même titre que les partis de droite, défendent majoritairement l'idée que plus de libre échange

entraîne plus de commerce donc de la croissance, de l'investissement et de l'emploi. Il faudrait donc promouvoir les entreprises, «créatrices de richesses». La réalité semble toute autre, la croissance ne s'accompagne plus nécessairement d'une amélioration de l'emploi: on observe au contraire un développement du travail précaire sous prétexte d'une recherche de la compétitivité, et la part de la valeur ajoutée - c'est à dire la richesse réellement créée - qui est consacrée aux profits ne cesse de croître au détriment de celle consacrée aux salariés comme le montrent par exemple les travaux de Michel Husson.

Une autre piste pour comprendre ce parti pris de la classe politique au pouvoir en faveur des entreprises consiste à observer les parcours croisés d'une frange de la classe politique et des milieux des affaires. La France en est un parfait exemple. Un ministre de l'économie issu du monde de la banque, un ancien président avocat d'affaires qui passe ses vacances sur le yacht de l'un de ses amis milliardaire, dirigeant de grands médias et de multinationales, ou un ex-ministre



du redressement productif qui siège désormais au conseil stratégique d'une entreprise d'ameublement... Et la liste pourrait être longue. Au niveau européen, même constat. Un récent rapport de CEO³ dénonçant les «revolving doors» - les «portes tournantes» - épinglait les anciens membres de la commission Barroso dont le mandat s'est achevé en 2014. Le tiers - neuf anciens commissaires sur vingt-sept - exerce aujourd'hui des rôles dans de grandes entreprises ou dans des organisations liées - cabinets de consulting par exemple. Au total, 26 commissaires de la commission Barroso se partagent aujourd'hui 117 fonctions, souvent dans des conseils d'administrations ou dans des think tanks comme Friends of Europe⁴, qui plaident pour les intérêts des entreprises.

Enfin - et il ne s'agit pas de jeter l'opprobre sur l'ensemble des élus sans distinctions - il faut également évoquer le rôle joué par les lobbies des grandes entreprises. On compte entre 15.000 et 30.000 lobbyistes à Bruxelles contre 751 députés européens. Pour chaque député, cela représente entre 20 et 40 lobbyistes. Soit des moyens humains et financiers considérables pour faire pression dans le sens des intérêts des grands secteurs économiques tous représentés à Bruxelles (agro-alimentaire, énergie, commerce, industrie, tabac...). Signalons à ce propos le manque de transparence régnant au sein de l'Union européenne pour ce type d'activité; le registre de transparence demeurant toujours facultatif.

**Face à une telle force de frappe du lobbying et à un milieu politique qui, pour l'essentiel, de quelque bord qu'il se réclame, partage globalement les mêmes fondamentaux économiques, que reste-t-il aux citoyens notamment quand les prescriptions de l'Union européenne reflètent les souhaits des multinationales ?
La mode des pétitions sur l'Internet se développe: cela est-il vraiment efficace ?**

Certaines pétitions ont en effet connu de fortes mobilisations sur internet, notamment celle sur le traité transatlantique qui a réuni plus de trois millions de signatures. Un mécanisme européen inclus dans le traité de Lisbonne - l'initiative citoyenne européenne - prévoit d'ailleurs qu'une pétition qui impliquerait plus d'un million de citoyens de sept pays différents de l'Union se verrait traitée par la Commission européenne qui serait ensuite tenue de présenter une proposition législative. Dans le cas du traité transatlantique, la Commission a estimé que l'arrêt des négociations sur le TTIP ne faisait pas partie de ses attributions, car c'est le Conseil européen - réunissant les chefs d'État des pays membres - qui a donné ce mandat à la Commission, et qu'ils sont donc les seuls à pouvoir faire marche arrière... Plus d'une vingtaine de pétitions ont d'ores et déjà été rejetées par la Commission avec pour motif le fait que l'initiative ne relevait pas de son domaine de compétence. Seules trois initiatives (sur la vivisection, le statut de l'embryon et le droit à l'eau) ont pour l'instant été validées.

Et la désobéissance civile? L'insurrection violente ?

La désobéissance civile pourrait être une voie. Bien qu'illégale par définition, elle présente l'avantage d'être non-violente. Une piste intéressante et qui ne concerne pas directement la classe politique, mais le rapport du citoyen aux multinationales pourrait être celui du boycott. En 2014, Coca-Cola, qui voulait licencier plus de 1.200 personnes dans l'une de ses usines de la région de Madrid, a été l'objet d'une campagne de boycott à la sortie des supermarchés. Résultat: la consommation du soda a chuté de 17% en moins d'un an. Sous la pression, la firme a fini par réintégrer les travailleurs l'année suivante. L'action collective semble de toute façon être la voie à suivre, reste à discuter des modalités. La voie syndicale semble historiquement la mieux structurée malgré le peu de victoires obtenues ces dernières

3 Corporate Europe Observatory: <http://www.corporateeurope.org>

4 <http://www.friendsofeurope.org>

années. L'exemple du mouvement Podemos en Espagne donne pour l'instant des résultats intéressants et aura au moins eu pour effet de bousculer le paysage politique espagnol.

Plus difficile de répondre sur l'insurrection violente... Celle-ci ne se décrète généralement pas. L'exemple des soulèvements populaires en Afrique du Nord ces dernières années pourrait en effet donner des idées. Les résultats en demi-teinte obtenus - qu'il faudrait bien sûr analyser plus longuement à la lumière de la situation de chaque pays pris individuellement - inciteraient plutôt à relativiser cette option en l'absence de projet alternatif crédible...

Croyez-vous que nos responsables politiques ont fait l'hypothèse d'un tel scénario ?

C'est certainement un scénario que nos responsables politiques ne négligent pas. La constitutionnalisation de l'État d'urgence en France au motif de la lutte antiterroriste peut-être vue sous certains aspects comme une anticipation d'un tel scénario. Cela a d'ailleurs déjà récemment servi pour assigner à résidence un certain nombre de militants écologistes au moment de la COP 21. Le risque que cette situation se reproduise et vise plus particulièrement des militants politiques ou sociaux est à craindre.

Propos recueillis par Thierry Groussin.





Patrick Mercier Du goût de l'herbe aux bonheur du fromage

Dans un contexte de marasme généralisé pour les éleveurs, en raison notamment de cours mondiaux bas à cause de la surproduction, peut-on encore être agriculteur ? La réponse est clairement : « oui ».

A Champsecret, dans l'Orne, au cœur du bocage domfrontais, Francine et Patrick Mercier élèvent sur leurs pâturages de 120 hectares un troupeau de quatre-vingt dix vaches 100% normandes. Leur lait permet de confectionner un camembert très particulier : fermier, au lait cru, biologique et d'appellation d'origine contrôlée. De l'herbe à l'assiette, tous les savoir-faire anciens ont été réactivés, et aboutissent à un goût à nul autre pareil.

Commençons par la fin, comment vendez-vous le Camembert de Normandie de Champsecret ?

- Par Rungis : un transporteur emporte les palettes le lundi matin jusqu'à la rue des fromages du quartier bio de Rungis, où règnent deux grossistes, un gros et un petit
- Par des producteurs de fromages de chèvre, qui distribuent les camemberts en même temps que leur production
- Par des boutiques du territoire : trois à quatre revendeurs - boucherie, boulangerie, primeurs, fruits, Biocoop, tous à tendance

qualitative - qui sont visités une fois par semaine, ce qui permet d'avoir immédiatement le retour du client, et d'y répondre. Par exemple, un fromage peut être trouvé trop salé, alors que ce n'est pas dû à un peu trop de sel dans la préparation mais à un mélange d'arômes qui donne cette impression. Un grand distributeur avait insisté pour nous faire une offre pour mettre nos fromages dans ses rayons, sans en discuter le prix, mais nous avons refusé sans état d'âme, car nous aurions ainsi trahi nos revendeurs et nous nous serions discrédités. Au contraire, nous avons une politique commerciale de proximité : une personne est sur la route toute la semaine avec son camion-frigo pour voir les revendeurs, et nous leur faisons des prix nettement inférieurs aux prix pratiqués hors du territoire



- Et dans notre boutique, à la ferme, où vous pourrez l'acheter en libre-service, en notant vos achats sur un cahier et en laissant l'argent sur la table, car nous travaillons dans la confiance.

Votre mode de vente semble atypique ?

En effet, de manière générale, les paysans ne vendent plus directement, mais ils livrent aux coopératives, aux industriels ou aux distributeurs. Depuis les années 70-80, 95% des produits

agricoles sont facturés par l'acheteur et non par le vendeur - d'où

les problèmes pour négocier avec la distribution ! Pour être précis, le paysan ne fait pas la facture lui-même ni pour les céréales, ni pour le lait, ni non plus, à 90%, pour la viande. Ce mécanisme s'est mis en place à travers le syndicalisme agricole, dont les représentants étaient également présidents de coopérative. Une solution pour sortir de cette contrainte pourrait être pour les paysans de facturer collectivement pour un même produit.

Quels sont les signes de qualité officiels du camembert de Champsecret ?

Il y en a trois : biologique, fermier, et d'appellation d'origine contrôlée (AOP). Le label bio signifie qu'aucun produit chimique n'est utilisé à la ferme, que ce soit dans le champ ou pour la fabrication du fromage. Entre autres effets, les vaches sont bien portantes, et la biodiversité végétale est préservée. En fonction de la demande du commerçant, nous mettons une étiquette qui mentionne le label bio, ou une étiquette qui ne le mentionne pas.

Le terme « fermier » est une garantie que le lait a été produit sur place, et le camembert fabriqué sur place également. Aussi que nous sommes responsables du processus de fabrication et que le produit est commercialisé sous notre nom.

Le camembert AOP est le seul à pouvoir se revendiquer de la Normandie. Quatre valeurs sont attachées à cette AOP : au moins de 50% de vaches normandes (notre troupeau est normand à 100%), au moins 6 mois de pâturage (dans notre ferme, c'est 9 mois), du lait cru, et le moulage en 5 louches. L'AOP, attachée à un territoire, permet de rendre non délocalisable une production, et donc renforce l'économie locale.

Comment en êtes-vous arrivé à mettre en place cette chaîne du vivant qui va de l'herbe au fromage ?

Mon grand-père travaillait dans les mines de fer, puis s'est installé ici comme fermier. Son fils lui a succédé en 1955. Moi-même je suis revenu à la ferme en 1980, Francine m'a rejoint en 1990. Nous sommes devenus propriétaires en 1995, à l'époque de la crise de la vache folle. J'avais en tête, depuis des vacances passées à l'adolescence en Franche Comté, le modèle régional où les vaches mangent l'herbe et le foin en vrac.

C'est pourquoi je n'ai jamais adhéré à la tendance mondialisatrice qui a atteint la Normandie, où se généralisent les robots de traite (une des conséquences des 35 heures), un robot pour soixante vaches, qui font que les animaux sont enfermés tout le temps, et où un bip les fait manger - de l'alimentation de conserve - dormir, etc. dans une dépendance totale de la machine. Quatre faisceaux trayeurs maximisent la sortie du lait et les vaches sont dopées en aliments hyper riches - huile de palme, céréales, tourteaux, matières grasses - pour produire quarante litres par jour, soit 10 à 12 000 litres par an. Au contraire, c'est tout naturellement que j'ai participé, à partir de 2007, aux travaux de l'INAO¹ pour refaire le cahier des charges du « Camembert de Normandie », qui s'est appliqué en 2010.

Quels sont les secrets qui vous permettent une production d'exception ?

C'est grâce aux savoir-faire d'un métier à la fois fragile et pointu.

1 Institut National des Appellations d'Origine.

2 Méthode de conservation du fourrage par fermentation en voie humide.

3 Le fanage est la dispersion/retournement du foin sur toute la surface de la prairie afin de permettre son séchage.

4 L'andainage est le groupage du fourrage en vue de sa récolte.

Commençons par le foin.

Pas question de pratiquer l'ensilage², car cela peut générer des problèmes sanitaires dans le fromage, à cause des listeria présentes dans la terre, alors que les listeria partent au séchage du foin. L'ensilage est par ailleurs déminéralisant car il est acide, avec un Ph très bas, 3,5. Les sols des silos sont détruits, tout disparaît, sauf les plastiques et l'innox.

A Champsecret, la production du foin se fait en cinq étapes : le fauchage, le fanage³, l'andainage⁴, la récolte et la mise en grange. Le foin est séché en grange, ce qui lui donne une extrême qualité. Ce processus permet de préserver le foin et ses précieuses matières minérales.

Voyons maintenant la vache. Il faut connaître le tempérament de chaque vache, lui apporter des protéines et de l'énergie dans un bon



équilibre. Cela part en premier lieu de l'équilibre des plantes de la prairie. Les prairies sont composées de graminées et de légumineuses, plantes que l'agriculture conventionnelle a du mal à mettre en synergie. Nous semons des espèces d'herbes variées, afin d'assurer une richesse suffisante et l'absence de carences pour les animaux. Bien sûr, ces espèces sont adaptées au sol et au climat local.

Pour compléter le pâturage, mieux vaut du tourteau de soja ou de colza que du maïs, qui est une production de masse, mais n'apporte pas un bon équilibre nutritionnel. En céréales, de l'avoine ou des triticales, plantes résistantes. Et puis utiliser la bouse et le purin, que l'on déshydrate pour séparer la matière du liquide, car l'humidité acidifie. On obtient ainsi 70 kg d'azote par hectare que l'on remet au sol. Et donc, pas besoin d'engrais chimique.

La traite est bien entendu manuelle. Cela contribue, comme l'origine normande du troupeau et l'alimentation saine, à la production d'un lait riches en protéines.

On en arrive à la fabrication du fromage.

Dans la fabrication du camembert, le fromager conventionnel rajoute du chlorure de calcium, qui est interdit en bio. En effet le lait peut être naturellement riche en calcium, sous réserve que la production de lait par vache soit modérée, qu'il n'y ait pas de carence en minéral - donc pas d'ensilage - et qu'il ne soit pas réfrigéré à 3° - là aussi le minéral souffre. Ne pas réfrigérer permet aux bactéries lactiques d'être très actives. Sous ces conditions, le rendement est extraordinaire, et peut atteindre 20% de plus que celui du camembert conventionnel.

Justement, comment comparer la rentabilité de la ferme de Champsecret avec celle de fermes conventionnelles ?

Celui de la fromagerie de Nantilly, fermée en 1970

D'abord, je vais bousculer une illusion, l'illusion que le bio est difficilement rentable. C'est totalement faux, en tout cas dans notre secteur, et nous prouvons tous les jours que la production de lait peut être à la fois rémunératrice et créatrice d'emplois ! La ferme de Champsecret a une production maximale pour chacun des composants de sa chaîne de valeur : sol, herbes, vaches, lait, fromage. Et comme on économise sur les engrais, les pesticides, les minéraux, la réfrigération, etc., à la fin on arrive à une économie de 30% du prix du produit ! A la place de tous ces intrants, il y a en effet une maîtrise de la technique et un retour aux sources. Comme s'est exclamé un ancien à une journée Portes Ouvertes : « C'est le goût d'avant ! »⁵.

Propos recueillis par Dominique Viel.



Sébastien Wittevert Prenez-en de la graine !

Sébastien, quel est le chemin qui vous a conduit à développer “Graines de troc”?

A la base, je suis informaticien en finance de marché. J'étais à Genève quand, lors de la crise des subprimes, l'entreprise qui m'employait a explosé. Je me suis retrouvé avec un chômage très confortable qui m'a permis de me reprendre un peu en main. Même si, au niveau informatique, il y a toujours eu de tels moyens mis à ma disposition que c'était vraiment enthousiasmant de travailler dans cet univers-là - avec en plus des rémunérations presque indécentes - de par mes origines sociales je n'étais pas naturellement à l'aise dans le monde de la finance. J'ai toujours été militant, proche des idées de gauche. Du coup, quand tout cela s'est terminé, après deux ans de chômage et de petits boulots, je suis rentré à Paris et je suis redevenu consultant indépendant.

J'ai regardé pas mal de documentaires et parallèlement, comme j'ai toujours été très gourmand, je me suis tourné vers les AMAP¹ pour mon panier de légumes: un moyen simple de manger des produits sains et bons, sans devoir se réveiller trop tôt le dimanche matin pour

aller au marché. Du coup, j'ai rencontré un monde un peu différent, militant, alternatif, qui m'a permis de mieux me retrouver dans ce que je voulais faire. Notamment quand, le dimanche, on allait aider notre maraîcher sur son exploitation. J'ai rencontré Elsa, aujourd'hui ma compagne, qui m'a aidé aussi à prendre conscience de la crise climatique et environnementale. Du coup, avec cette compréhension de ce qui se passait, inspirés par le mouvement Colibri, nous avons eu l'envie d'être nous-mêmes décroissants et de faire notre part.

La ferme du Bec Hellouin nous a beaucoup inspirés. Dans un premier temps, nous y avons été en dilettantes faire un stage de traction animale. Cela nous a beaucoup plu et le modèle que défendait le Bec Hellouin était très proche de ce qui nous attirait. Nous avons décidé de nous inscrire à la formation en permaculture², tout en continuant à travailler à côté, ce qui était un peu fou : nous avons mobilisé toutes nos vacances, nos congés, des congés sabbatiques, nous avons aménagé nos temps de travail respectifs... Elsa a même passé un « bac pro » de production horticole pour obtenir le statut d'agri-culteur. On cherchait, en parallèle, où s'installer avec au moins un grand jardin et peut être une ferme. En fait, c'est l'idée de la ferme qui l'a emporté

1 <http://reseau-amap.org>

20 2 Cf. dans Commencements l'interview de Grégory Roche <http://co-evolutionproject.org/wp-content/uploads/2015/12/Commencements09.pdf> .

et on a trouvé à La Rochelle plusieurs choses qui nous ont appelées.

Vous n'étiez pas de La Rochelle ?

Non, mais Elsa avait vécu à la Rochelle et le père de son premier enfant y réside. Cela lui permettait un rapprochement familial. En outre, le climat de La Rochelle est idéal pour le maraîchage et pour les pics de production, car il y a aussi, grâce au tourisme, des pics de population. Et c'est aussi très dynamique sur le plan écologique: on a trouvé un groupe sur place qui souhaitait mettre en place une AMAP associée à une logique d'habitat partagé. On s'est rapproché de lui et on a rencontré un projet qui nous intéresserait à Aytré, à la ferme de la Moulinette, pour y faire une ferme urbaine.

Pourquoi vous tourner vers une ferme urbaine ?

Pour le côté exemplaire au coeur de la ville, et permettre en même temps une sensibilisation, avec une logique de circuit extra-court. Et aussi pour rester proches du dynamique tissu associatif de la ville: nous avons peur de le quitter, nous imaginions que si nous allions à la campagne, le changement serait trop radical pour nous et que cela ne nous conviendrait pas. Bref, un ensemble de logiques. Quant aux « fermes urbaines », on les crée sur de toutes petites surfaces, ce qui permet de s'insérer dans les « dents creuses » des villes, et c'est notre modèle.

Et pourquoi avoir choisi de vous intéresser aux graines ?

3 <https://kokopelli-semences.fr>

4 Cf. <http://www.incredible-edible-todmorden.co.uk/index.php> <http://lesincroyablescomesti-bles.fr> ainsi que l'interview de Mary Clear dans le n° 5 de Commencements: .

5 <https://www.colibris-lemouvement.org>

C'est un contexte. J'avais une approche du jardin assez ancienne, c'était dans mes racines. Mes grands-parents m'avaient toujours emmené au jardin manger une feuille d'oseille, etc. Depuis un moment déjà, je connaissais aussi Kokopeli³ et la défense de la biodiversité cultivée alternative. L'idée s'est précisée à la ferme du Bec, pendant notre formation. Ils étaient sur des semences souvent hybrides, avec un budget assez énorme, comme Nicolas, le maraîcher de notre AMAP parisienne. Cela m'interpelait un peu. En novembre 2011, il y a eu cette loi qui interdisait les échanges de semences entre agriculteurs. Mon sang n'a fait qu'un tour. Je me suis dit que je devais « faire quelque chose » et je me suis intéressé à la logique des semences.

C'est le côté nostalgie de l'enfance et désobéissance qui vous a motivé ?

La désobéissance, c'est sûr. Le rejet du monde financier. Je ne voulais qu'une chose: créer une ferme. C'est là, enfin, que je me sentais bien, capable d'agir, capable de faire quelque chose pour la planète. Nous nous sommes rapprochés des mouvements "Incroyables comestibles"⁴, "Colibri"⁵, "décroissance", "permaculture". Notre enfant, Noé, était en route. J'ai commencé à faire le développement de la plateforme, à en soumettre l'idée autour de moi. Il n'y avait pas une grosse adhésion. On me disait: « A quoi ça va servir ton truc ? »

Pour moi, la semence était un support très intéressant pour remettre en cause nos choix agricoles, définir les modèles qu'on souhaite défendre et en même temps se passionner pour le végétal, aller semer dans la terre, remettre les mains dans la terre. C'était un prétexte magique et en même temps formidable pour faire germer des idées pour demain chez les gens. Je me suis mis au travail en décembre 2011 et, en mai 2012, j'ai lancé le site.



Comment « Graines de troc » fonctionne-t-il ?

Graines de troc⁶ est un site Internet d'échanges de semences. On publie sur le site les graines qui composent notre collection, ceux qui sont intéressés nous font une demande et on peut ainsi leur en envoyer. Pour faciliter les échanges, il y a un système de jetons numériques: à réception des graines, la personne qui les a demandées nous envoie les jetons et, avec ceux-ci, nous pouvons nous procurer des graines auprès de quelqu'un d'autre sans avoir forcément les semences que cette dernière recherche.

C'est une sorte de monnaie complémentaire ?

Oui, c'est ce que l'on appelle une « monnaie dédiée ».

Le site propose aussi l'échange de savoir-faire, car si l'on veut entretenir la biodiversité cultivée, que ce soient les semences de grand-mère ou des variétés très particulières, il faut avoir les gestes de conservation adaptés, sinon on perd les variétés que l'on veut justement préserver. Nous sommes vraiment sur la logique de donner des clés aux gens pour produire leurs propres semences en qualité. Mais on n'est pas seulement sur des échanges Internet. On met en avant aussi les trocs locaux pour permettre au gens d'échanger leurs semences près de chez eux, « dans la vraie vie ».

C'était donc le début de l'aventure !

Oui. On a proposé aussi des « grainothèques » - il s'agit de mettre à disposition un kit d'échanges de graines dans les bibliothèques - et, dans les écoles, des projets de conservation variétale qui ont pris une grande ampleur. L'ensemble de l'offre sur la plateforme a suscité beaucoup d'enthousiasme. On a aujourd'hui plus de 5000 variétés de graines sur le site, donc une grande diversité, et plus de 10000 utilisateurs. Le système fonctionne quasiment en autonomie.

Nous comptons 400 adhérents au niveau national, mais il n'est pas obligatoire d'adhérer pour utiliser le site. L'adhésion consiste surtout à s'impliquer dans la vie de l'association. On a fait un petit kit de bienvenue. On a des collectifs locaux en train de naître : Paris, Angoulême, Annecy - Brest sous une certaine forme, etc. Les adhérents se rassemblent en collectifs locaux et peuvent être des ressources pour faire des animations, des échanges ou animer de petites conférences, des ateliers, promouvoir les différents projets de l'association et la représenter lors d'événements. Beaucoup de personnes souhaitent soutenir l'association. Un système de parrainage va être mis en place qui proposera que chacun prenne en charge quelques variétés de semences et s'assure de leur pérennité en les cultivant.

Les graines qui font l'objet de vos échanges sont-elles homologuées ?

Il n'y a pas de formalisme. Nous avons une liste des variétés telles que les gens les inscrivent ; ce peuvent être les graines de la grand-mère, simplement le nom de l'espèce. C'est libre. Ce peut être aussi des graines très déterminées, mais nous prônons l'échange de semences libres et reproductibles : tout ce qui n'est pas sous brevet, ou hybride ou OGM.

Alors, comment vous situez vous par rapport à la légalité ?

Nous sommes dans une logique de conservation variétale et d'échange non marchand. Dans ce cadre-là, les échanges sont autorisés.

Cela veut dire que personne ne fait des échanges avec un but marchand - et vous le vérifiez ?

Non, c'est un engagement. De toute façon, le volume des semences échangé n'est pas lié à un quelconque usage marchand: quand on reçoit dix graines de tomates, on ne va pas en faire un commerce.

Et du point de vue économique ?

Jusqu'en février 2015, c'était pour moi une activité bénévole. J'étais à mon compte jusqu'à août 2013 et quand nous sommes arrivés ici, j'étais au RSA. Aujourd'hui ce qui nous a permis de nous financer, ce sont les appels à projet, par exemple Lea Nature⁷ qui nous a soutenu depuis le début. Cela nous a permis de financer en partie l'association. Et il y a eu le projet avec les écoles qui a démultiplié l'action de l'association sur le territoire de manière importante.

⁷ <http://leanature.com>

De quoi s'agit-il ?

Il s'agissait au départ de sensibiliser les enfants aux graines, et très concrètement, d'en semer.

Cela nous a conduits plus tard à jardiner dans les écoles, jusqu'à implanter de véritables petites fermes pédagogiques, et permis de mettre la question de l'alimentation «sur la table» pour que les enfants se re-connectent à la terre mais aussi à la question de la nourriture. Je suis allé à l'école de mes enfants, à Lagord. J'avais 200 variétés de graines dans mes tiroirs et je leur ai proposé de réaliser un semis. Après cette première opération, nous avons été appelés par d'autres enseignants, d'autres écoles, pour faire la même chose. Sans que l'on fasse quoi que ce soit, cela a pris de l'ampleur très vite: 360 enfants ont participé, on a semé toutes nos variétés et on a fait 1500 pieds



de tomates avec l'aide des serres municipales qui ont hébergé les pieds. C'était le premier projet de semis de tomates. Cela pouvait montrer aux gens que même des enfants étaient capables de faire de la conservation variétale.

Il y a eu tout de suite trente projets en France qui ont accepté de relayer l'initiative, de relayer les graines des enfants. D'autres régions ont accueilli les semences et reproduit le projet dans certaines mesures, selon les endroits. Il y a eu l'Institut Médico-Educatif d'Eyjeaux qui a participé avec les graines que lui a envoyé le Centre social de Lagord et, l'année d'après, il lui a renvoyé plein de semences. C'est un chouette exemple de jumelage.

Aujourd'hui on travaille avec trente-cinq écoles de la région, avec toutes les petites villes alentour de la Rochelle, des écoles maternelles, primaires, des centres sociaux, des collèges, un lycée hôtelier, et on commence à approcher la fac. C'est une activité sur toute l'année ou au moins à la saison. Du coup, on s'est rendu compte qu'on était capable d'embaucher et d'assumer cette demande en remplissant notre objectif associatif : sensibiliser des jeunes à la biodiversité en leur permettant de mettre les mains dans la terre et de semer des graines.

Et dans les autres régions, que se passe-t-il ?

Ce sont des gens qui sont proches de nos idées, qui agissent déjà localement. On n'invente pas des projets là-bas, mais en revanche on se relie, on se fédère. Par exemple, à Angoulême, il y a un projet un peu similaire, on va partager nos ressources pédagogiques, partager des semences, faire groupe. A Annecy, on est en lien avec la référente locale d'« Incroyables comestibles », qui a déjà mis en place une dizaine de grainothèques et qui a envie de se tourner vers des animations

pour les enfants. A Paris, il y a Natacha, qui, elle, fait déjà des ateliers « Drôles de jardiniers »⁸ dans le cadre d'ateliers d'agriculture et qui anime les grainothèques locales en train de se monter.

Vous ne vous êtes pas cantonné au végétal ?

Nous avons suivi la même logique avec les animaux: la conservation des races locales. Nous sommes en relation avec un producteur de Marans qui travaille au Conservatoire régional des ressources génétiques traditionnelles⁹. On connaissait bien aussi dans notre AMAP locale un chevrier, Cédric Auger, de la Chèvrerie, qui a tout de suite accepté d'emmener ses chèvres dans l'école et d'y faire goûter son fromage. On a même imaginé une transhumance avec les enfants : on a bloqué quelques rues de La Rochelle pendant une petite heure pour amener deux chèvres jusqu'au jardin voisin avec cent-cinquante enfants autour de nous. Tout cela nous permet de mettre dans les écoles des petites fermes pédagogiques où l'on manipule des semences, et des idées d'autonomie alimentaire qui peut être sont aussi des graines au sens figuré. S'il y a une ferme pérenne dans l'école pendant toute la vie scolaire, on peut imaginer que les enfants en resteront touchés toute leur vie.

Vous avez d'autres pistes en dehors des enfants ?

Nous faisons des formations pour les adultes, très ponctuelles, des « apéros graines » notamment, tous les derniers jeudis du mois, où nous invitons à des petites formations des bénévoles et tous ceux qui veulent participer concrètement à des extractions de semences. Tous les mercredis après-midi, on fait un chantier associatif où les bénévoles sont appelés à venir nous aider, notamment sur les semis qui partent dans les écoles. Sur le site, nous faisons une veille sur la question des semences, nous diffusons toutes les formations, les événements, les

conférences, les projections qui concernent les semences. Il y a aussi la création de jardins partagés à Lagord. La ville nous propose d'animer la création de ces jardins. L'association y trouvera sans doute un lieu de base dont elle a besoin, car ici on travaille dans mon salon et on se sert de mon jardin, mais on est à l'étroit. Un membre de l'association, Mathieu, participe aussi à un projet de permaculture sur l'île de Ré, sous forme de conseil en design permacultural.

Vous pensez que ce que vous avez démarré avec l'association peut faire bouger les lignes dans le domaine de la biodiversité ?

Je ne sais pas si on est moteur de la prise de conscience mais on est acteur.

Un chiffre : 80% de perte de biodiversité cultivée. C'est colossal ! Toute cette richesse variétale, peut-être des clés pour demain face au changement climatique, la richesse des goûts, un travail de sélection et de transmission ancestral pendant 10000 ans ! Si cela s'arrête, c'est perdu. Si demain on rompt la chaîne, le modèle agricole industriel restera définitivement le seul. Dans nos jardins, cette biodiversité n'est pas complètement éteinte, on peut la faire vivre et surtout développer l'autonomie alimentaire.

Comment imaginez vous que cette biodiversité puisse sortir des jardins ?

Le problème, aujourd'hui, c'est que nos maraîchers travaillent soixante-dix heures par semaine pour à peine 1000 euros par mois. Les emmener comme cela à utiliser des semences moins productives que les semences hybrides est illusoire. Il faut imaginer des moyens de les accompagner dans cette démarche. Dans une AMAP, les adhérents peuvent se mettre d'accord pour payer plus cher au maraîcher une



variété ancienne de manière à indemniser le travail de conservation. On peut aussi aller donner un coup de main sur le terrain. Nous pouvons aller les aider, faire des semis, des plantations, leur redonner des semences... Pour financer les maraîchers, on peut se tourner vers les Cigales¹⁰ plutôt que vers les banques. C'est tout un changement de société.

C'est une autre façon d'aider l'agriculture. Et dans ce cas, comment se ferait le contrôle de la qualité des semences ?

Soit dit en passant, l'hygiène est une très bonne excuse pour fermer le marché. Le lobby des semenciers s'est créé des outils sur mesure avec des critères ajustés aux semences hybrides et non aux semences traditionnelles. Admettons cependant: l'hygiène n'est problématique que lorsqu'on transporte les graines partout en France, à des échelles

10 Clubs d'Investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Épargne Solidaire: <http://cigales.asso.fr>

industrielles. Mais ce n'est pas vrai à l'échelle locale. Là, si jamais il y a un incident, cela ne touche qu'une problématique locale. Mais, bien sûr quand on achète une semence, il faut avoir la variété en question, et c'est l'objet du catalogue. Mais quel degré de variation s'autorise-t-on, notamment avec les variétés traditionnelles ? Car c'est toute la richesse végétale qui est importante. Les semences standardisées doivent répondre absolument à un critère, telle dose d'engrais etc. Alors, soit c'est ce que l'on choisit et on accepte un seul modèle agricole, industriel extensif, soit on change de raisonnement et on s'autorise des jardins qui permettent une autonomie alimentaire partielle ou totale.

Avez vous d'autres choses à ajouter pour conclure cet entretien ?

La reconnexion à la terre et l'action concrète donnent envie aux gens de réagir au lieu se morfondre.

Propose recueillis par Isabelle Vétois.





Jacques Lecomte De la bonté humaine à l'entreprise humaniste

Ce qui m'a d'abord frappé dans votre livre « Les entreprises humanistes »¹, c'est qu'il y a comme un fil rouge, celui des croyances que nous avons sur le travail, les travailleurs, l'entreprise, la motivation...

Jacques Lecomte: Oui, par exemple, dans les enquêtes internationales, les Français n'ont pas la réputation d'être très optimistes. Or, dans mon livre, je cite plusieurs enquêtes françaises qui donnent des résultats étonnamment convergents: 73%, -74% des gens interrogés se disent soit « heureux », soit « très heureux » au travail. Ce qui est intéressant, c'est que, si je demande aux gens combien de leurs concitoyens, à leur avis, se disent heureux ou très heureux au travail, les réponses s'étalonnent entre 15% et 60%. Quand je dis que c'est 75%, on ne me croit pas.

C'est la première contradiction à relever entre notre représentation et la réalité. Vous en citez d'autres...

L'idée que, pour faire marcher les gens, il faut une carotte. L'idée que les motivations fondamentales de l'être humain sont égoïstes...

¹ Jacques Lecomte, Les entreprises humanistes, Comment elles vont changer le monde, Les Arènes, 2016.

Bio Express

Docteur en psychologie, chargé de cours à l'université Paris Ouest Nanterre La Défense (sciences de l'éducation) et à la Faculté des sciences sociales de l'Institut catholique de Paris, Jacques Lecomte est l'un des principaux experts francophones de la psychologie positive. Il est le fondateur de l'Association française et francophone de psychologie positive (APP), créée en octobre 2009, qui rassemble des enseignants-chercheurs, des praticiens et des acteurs divers, qui se reconnaissent dans cette approche de l'être humain. Créateur et webmestre du site <http://www.psychologie-positive.net> il a aussi écrit de nombreux ouvrages sur la résilience.

Qu'en est-il en réalité ?

Parlons d'abord du bonheur au travail. Ce qui est intéressant, c'est de répartir les réponses par catégorie de métiers. Or, ce ne sont globalement pas les métiers les plus rémunérateurs qui donnent le taux de satisfaction le plus élevé, mais certains métiers qui gagnent peu: les agriculteurs et les infirmières viennent en premier. Les travailleurs sociaux sont beaucoup plus satisfaits de leur travail que les avocats d'affaires qui sont beaucoup mieux payés. Alors, la question s'impose : qu'est-ce qui rend heureux au travail ? Trois choses, en résumé: faire un travail que l'on aime, avoir de bonnes relations avec ses collègues et son supérieur hiérarchique, se penser utile à la société.

Il y a une autre croyance: les gens travaillent davantage quand on leur promet quelque chose en plus...

C'est l'idée de la carotte. Or, si l'on demande à des cadres: "Quelles sont les principales sources de motivation que vous avez dans votre travail ? », on obtient des réponses qu'on peut classer en motivations



intrinsèques – c'est-à-dire l'intérêt pour le travail lui-même - et motivations extrinsèques – c'est-à-dire l'intérêt pour les avantages procurés par le travail: salaire, primes, etc.. Lorsque les cadres parlent de leurs motivations personnelles, ils mettent généralement en avant des motivations de type intrinsèque: le goût du travail bien fait, le sentiment d'être utile à la société, etc. On n'est pas étonné: ce sont des cadres, leur travail est généralement plus varié et valorisant. Mais, si on leur demande: « Et vos collaborateurs, vos subordonnés hiérarchiques, qu'en est-il ? » Là, ce qui est cité majoritairement, c'est le salaire, les primes, les avantages en nature: tous les indicateurs de motivation extrinsèques. Autrement dit: « Moi, je travaille pour le plaisir, mes collaborateurs pour l'argent. » Où cela devient vraiment intéressant, c'est quand on pose la même question aux collaborateurs, car eux aussi considèrent que leurs principales motivations sont intrinsèques. Ainsi, la plupart des gens, quelle que soit leur fonction professionnelle, disent que leur source de motivation est essentiellement intrinsèque. On est ainsi devant un mythe absolu: celui de considérer que les autres fonctionnent différemment de nous. L'idée que l'on va les motiver par la carotte est donc fausse. Pire, elle est contre-productive: avancer avec des carottes, n'est-ce pas être considérés comme des ânes ?

D'où ce mythe provient-il ?

Il vient d'un autre mythe transmis socialement, que j'ai démonté dans mon livre « La bonté humaine »², selon lequel l'être humain est fondamentalement égoïste et, pour certains, violent. L'être humain est intéressé par l'argent et, dans les interactions sociales, il vise à privilégier ce qui peut lui en rapporter. Le problème, c'est qu'on le pense pour les autres et pas pour soi-même. Quand on interroge les gens, ils se considèrent comme plutôt altruistes et ce sont les autres qui sont plutôt égoïstes. Donc il y a une sorte de mythe: moi je suis plutôt bien socialement, plutôt gentil, plutôt altruiste, et les autres sont égoïstes.

Quand, sur la base de travaux scientifiques, je présente dans mes conférences une sorte de société idéale, je suis parfois pris pour un bisounours. Les gens viennent me voir et me disent: « C'est bien ce que vous dites, mais les autres ? » Je réponds: « Le problème n'est pas les autres. Le problème, c'est de penser que le problème vient des autres ». Je discutais aussi avec une étudiante, un jour, dans mon cours. Elle me dit qu'elle avait acheté mon livre « La bonté humaine » et qu'elle le lisait dans le métro mais qu'elle en cachait la couverture pour qu'on n'en voie pas le titre. Je lui demande: « Si vous lisiez un livre sur Hitler ou sur les serial killers, en cacheriez-vous le titre ? » Elle éclate de rire: « Oh! ben non ! » Alors, je lui dit: « Je fais le pari que, dans dix ans, vous lirez « La bonté humaine » et serez fière de le lire, vous lirez sur le nazisme en cachant le titre ». Tant qu'on aura honte d'être altruiste et qu'on considèrera comme très valorisant de se dire égoïste, on aura la société correspondante.

Le jour où on aura compris qu'à part quelques exceptions les autres fonctionnent comme nous, que presque tous les gens qui nous entourent sont d'aussi bonne volonté que nous, le monde pourra changer. Le monde ne changera pas dans le sens du mieux quand nous serons de plus en plus nombreux à penser et à vivre comme cela. C'est une illusion. Le monde changera quand nous serons de plus en plus nombreux à être conscients que nous fonctionnons presque tous comme cela. Ce n'est pas la même chose! Nous sommes entourés de gens formidables mais nous n'en sommes pas conscients.

3 Francis Hutcheson (1694-1746), père fondateur des « Lumières écossaises ».

4 En bantou: « « je suis ce que je suis grâce à ce que nous sommes tous ». Cf. https://fr.wikipedia.org/wiki/Ubuntu_%28notion%29

5 Douglas Murray McGregor (1906-1964), professeur de management à la Sloan School of Management du Massachusetts Institute of Technology (MIT).

Souffririons-nous d'une paranoïa collective?

Ce n'est pas universel dans le temps et dans l'espace. C'est une construction historique et occidentale. Au XVIIIe siècle, les « Lumières » anglo-saxonnes, en particulier écossaises, considéraient que le cœur de l'être humain est l'empathie et non pas l'égoïsme. Adam Smith, qu'on a souvent caricaturé et dont on a perverti les conceptions, considèrait que l'être humain naissait avec un capital d'empathie innée. En France, notre seule référence est Rousseau et combien se moque-t-on du rousseauisme et des rousseauistes! Diderot a traduit Hutcheson³ en français: ç'a été totalement évacué. L'Occident contemporain est la seule culture qui considère que la nature de l'être humain est l'égoïsme et la violence. La plupart des autres cultures sont des cultures coopératives. L'Afrique du Sud a cette fameuse expression: « l'Ubuntu »⁴ qu'ont valorisée Nelson Mandela et Desmond Tutu. L'être humain est pluri-facettes, gentil, hospitalier, généreux, mais aussi l'inverse en fonction de son environnement social.

Cela fait penser à Douglas McGregor⁵ qui voyait dans le comportement des salariés le reflet des croyances de leur manager.

Effectivement ! Il y a eu des visionnaires de ce genre de choses. Ils n'avaient pas encore les outils méthodologiques que nous avons. Aujourd'hui, en fonction de nos connaissances scientifiques, on sait que la norme sociale va changer. On est en train de basculer dans un nouveau monde même si les gens ne s'en rendent pas compte. Un monde d'interprétation du monde et de l'être humain qui va devenir un monde d'action positive. Une journaliste du Nouvel Obs a écrit: « Où sont passés les cyniques ? Une armée de bienveillants est en train de déferler sur le monde ». Le premier temps, c'est de comprendre

ce qu'est fondamentalement l'être humain. Le deuxième, de passer à l'action et d'entraîner une spirale vertueuse. J'essaie d'être un vecteur de cette spirale vertueuse.

C'est une très belle vision !

Je suis un « opti-réaliste ». Je pense que l'optimisme est une posture réaliste qui tient compte du réalisme de la vie.

Pourriez vous donner un exemples de pratiques positives?

Je citerai le patron d'Armor, une entreprise qui, au début du XXème siècle, avait inondé l'Europe de papiers carbone. Maintenant, elle fait des cartouches d'imprimantes et des films plastiques pour les codes-barres. Quand Hubert de Boisredon est arrivé dans cette entreprise, il y a dix ans, elle vivait. Toute une partie de l'entreprise fonctionnait bien et une autre allait très mal. Un jour, il reçoit des Anglo-saxons prêts à investir dans la société pour la remonter. Mais il y a une condition: couper la « branche morte ». Lui, il a fait aussi une business school, il connaît très bien ce discours, il parle la même langue. Il leur répond: « Je comprends très bien votre logique, mais je ne suis pas venu pour cela. Dans cette branche, il y a 1000 personnes, il n'est pas question que je les licencie ». Il ne sait pas où il va, il est arrivé il y a peu de temps, il n'a pas encore eu le temps d'analyser comment il va faire. Il va essayer de comprendre. Il va voir les commerciaux qui disent en gros des cartouches d'imprimante rechargeables: « Nous ne voulons pas vendre des produits de mauvaise qualité, nous avons une fierté du travail ». Il leur répond: « Il n'est pas question de vendre des produits de mauvaise qualité. Les cartouches seront vérifiées à chacun de leurs retours. Lorsqu'elles auront fait plusieurs aller retour, si elles sont de mauvaise qualité, elles seront mises au rebut. Mais, à partir de maintenant, elles seront fabriquées en matière recyclable, en



économie circulaire. » D'ailleurs, en me racontant cette histoire, il m'a montré un verre en plastique: « Voilà une cartouche recyclée ».

Que dit-il en substance ? « Vous allez vendre des produits de haute qualité. Vous avantagerez le client, car ce sera moins cher. Vous contribuerez à sauver la planète. Vous avez une mission ». Il n'a pas mis la carotte en avant. Les gars sont repartis « super boostés ». Ils avaient conscience qu'ils allaient vendre à leurs clients des produits de qualité et qu'ils allaient sauver la planète. Et cette branche morte, cinq ans après, c'est elle qui a permis à l'entreprise de bien se maintenir pendant la crise de 2008-2009.

Faire confiance aux gens, c'est aussi entendre ce qu'ils ont à dire, les inviter à avoir des idées et préjuger qu'elles peuvent être bonnes...

Un jour, des gens d'un secteur de l'usine viennent le voir. Ils avaient un problème avec quelqu'un, un handicapé je crois. Ils venaient lui demander de le licencier « de manière sympa » - mais de le licencier quand même! Réponse du patron: « Non, je trouverais cela dommage. Il met une bonne atmosphère dans l'équipe, il a de la bonne humeur. Bien sûr, il n'est pas très rapide, c'est un problème pour la rentabilité, mais quand même... » « Alors, comment fait-on ? » Et lui de leur répondre: « Il y a sûrement une solution. Moi, je ne sais pas, c'est vous qui savez... » Ils repartent. Plus tard, ils reviennent. Ils pensent qu'ils ont trouvé: ce gars-là, son boulot c'est de mettre des cartouches d'imprimante dans des boîtes qu'il remplit de billes de polystyrène. Or, tous les jours, on met à la benne des cartons d'emballage. Pourquoi ne pas acheter une déchiqueteuse et remplacer ces billes par des cartons déchiquetés ? Leur collègue ne va pas plus vite, mais ils ont économisé 40000€ par an sur les billes de polystyrène - et ils ont aidé la planète.

C'était un pari sur l'inconnu. Rien ne prouvait a priori qu'il y aurait une solution...

C'est cela qui est extraordinaire. Les personnes que j'ai rencontrées n'ont pas de solutions immédiates, mais elles savent qu'il y a une réponse qui va dans le sens du respect des individus et de la planète, et qu'on la trouvera. Elles se fixent un principe, un cap. C'est ce qui m'a fasciné. Je pense que l'humanisme authentique d'un patron se mesure à deux critères: la constance - la fidélité à ses principes - et la manière de réagir aux crises. Quelqu'un qui, pour des raisons stratégiques, utilitaires, va mettre un peu de responsabilité sociale

environnementale, comme cela, pour voir, reviendra à ses bonnes vieilles pratiques si les résultats ne lui conviennent pas. Boisredon perdait des parts de marché et les syndicats comme les actionnaires sont venus le voir, mais sa réponse a été: « Si nous transigeons sur nos valeurs, c'est le début de la mort ».

Pour terminer, il y a un autre mythe auquel vous tordez le cou: l'entreprise n'est là que pour faire du profit. ce n'était pas dans la tête des patrons de province que j'ai connus il y a 40 ans; ils avaient une autre vision et ça a basculé tout d'un coup...

Cela a basculé à partir des années 50, à cause d'un texte mais pas seulement: Milton Friedman, qui a eu par la suite un prix Nobel d'économie, écrit alors dans le New York Times que la seule responsabilité sociale d'une entreprise est de faire du profit. Il a été l'inspirateur idéologique des politiques économiques de Reagan, Thatcher et, moins connu, de Pinochet.

Et Thatcher a détruit les progrès sociaux que l'après-guerre avait apportés aux Anglais, que conte Ken Loach dans son film « L'esprit des 45 »...

TINA, "There is no alternative" disait-elle fréquemment. Il n'y a pas d'alternative. Elle se trompait. Friedman a fourni une sorte de cri de ralliement, ses idées ont été intégrées dans l'enseignement des business schools et des générations de futurs patrons en seront imbuës. Boisredon me racontait qu'il a fait ses études à New York. Le matin, il donnait la soupe populaire dans le Bronx avec les petites-soeurs de Mère Teresa alors que dans l'après-midi, il suivait, à la business school, des cours qui diffusaient une idéologie produisant précisément cette pauvreté, selon lui. C'était un peu schizophrène, mais il a finalement réussi à réconcilier sa sensibilité humaine et son goût pour l'entreprise



et il est devenu un patron formidable.

Le dogme de Friedman n'est-il pas remis en question ?

Il l'est depuis quinze ou vingt ans, mais il a la vie dure. Aujourd'hui on nous parle de la « triple performance », les 3 P: à la fois le Profit, les Personnes et la Planète. On a changé apparemment le logiciel, mais pas vraiment: les personnes et la planète restent au service du profit. Je suis très attentif à cela. Je suis un des diffuseurs de la psychologie positive. Aujourd'hui, c'est très tendance et des consultants vendent

de la formation en disant: “Rendez vos salariés heureux, ils seront plus productifs”. Je suis entièrement en désaccord avec cela. Il faut garder les trois P, mais inverser la fin avec les moyens. La fin, c'est les personnes et la planète, et pour cela l'entreprise a besoin d'exister et d'être durable, donc de gagner de l'argent. Les profits sont les moyens au bénéfice des personnes et de la planète.

C'est une autre vision de l'entreprise...

Cela renverse complètement le sens de ce qu'est une entreprise. L'entreprise n'est pas une organisation au service du profit d'actionnaires. L'entreprise est une communauté de femmes et d'hommes au service du bien commun et qui a besoin du profit pour continuer à exister. Ce que j'appelle le bien commun, ce sont des salariés qui sont satisfaits au travail pour des raisons de bonnes conditions à la fois matérielles et relationnelles; des produits de qualité au service de clients que l'on respecte; des relations honnêtes avec les fournisseurs; le respect de la planète, voire son amélioration. De plus en plus de patrons adhèrent à cela.

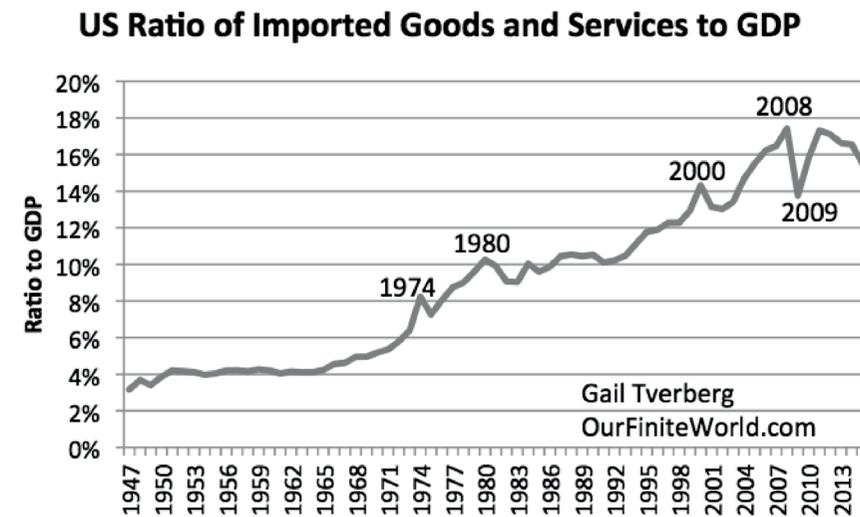
Il y a quelques semaines, Jacques Attali m'a demandé d'intervenir dans une école de commerce, au Havre, sur l'économie positive. Il y avait des étudiants et des chefs d'entreprise. A la fin, je me suis adressé aux jeunes: « Depuis des années, on vous propose le rêve d'être les maîtres du monde. Moi, je vous propose un nouveau rêve: être les serviteurs du monde ». Ils étaient très enthousiastes d'entendre cela.

Propos recueillis par Thierry Groussin.

Gail Tverberg La mondialisation aux limites¹



Nous avons vécu une mondialisation très rapide mais cette situation ne pourra durer indéfniment.



Graphique 1

Etats-unis: importations de biens et services en pourcentage du PIB
Source FRED (Federal Reserve Economic Data) pour IMPGS (Imports Goods and Services)

¹ Cet article a été publié originellement en anglais sur le blog de l'auteur <https://ourfiniteworld.com> et repris sur le site de Resilience: <http://www.resilience.org/author-detail/1007104-gail-tverberg>

Dès que des importations de biens et de services commencent à augmenter dans le PIB, tout se passe comme si un mouvement inverse se produisait, généralement du fait d'une récession. Le coût croissant des importations semble avoir un effet négatif sur l'économie (importations brutes et non importations nettes par rapport aux exportations). Je fais référence aux importations brutes car les exportations sont d'une nature différente des importations. Les importations américaines incluent de nombreux produits à forte demande de main d'œuvre alors que les exportations sont plutôt des produits agricoles et des films cinématographiques dont les besoins en main d'œuvre sont moindres.

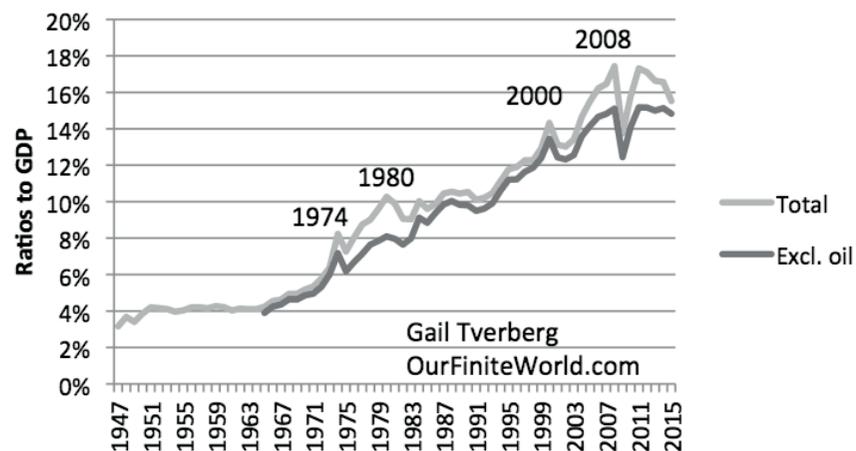
Récemment, les importations des Etats-unis semblaient à la baisse. Ceci reflète en partie l'impact de l'augmentation de la production

américaine de pétrole et par voie de conséquence une baisse des besoins de pétrole importé. Le graphique numéro 2 montre l'impact de la baisse des importations.

De l'année 2008 à ce jour, on a constaté un réel plongeon des importations au moment de la Grande Récession. Depuis 2008, à part cette chute, les importations américaines ont pratiquement suivi l'évolution du PIB.

Mettons-nous dans la position des pays en développement qui souhaitent accroître leurs ventes de biens aux Etats Unis. Tant que les importations augmentaient rapidement, les biens et les services vendus par ces pays en développement suivaient la même courbe. Mais dès que les importations des USA ont plafonné par rapport au PIB, les pays en développement ont eu beaucoup de difficultés à augmenter leurs exportations vers les USA.

Total US Imports/GDP and Imports Ex Oil/GDP



Graphique 2 : Total des importations de biens et services aux USA en excluant les importations de pétrole brut, le tout en pourcentage du PIB. Source importation du pétrole brut : <https://www.census.gov/foreign-trade/statistics/historical/petr.pdf>

Je n'ai pas procédé à une étude approfondie des tendances de la baisse de la croissance économique hors USA notamment au Japon ou en Europe, mais je suppose que dans ces régions, on assiste aussi à une baisse de la croissance des importations. En réalité, les données de l'OMC (organisation mondiale du commerce) semblent montrer un récent ralentissement des importations de biens au Japon, France, Italie, Espagne et Royaume Uni.

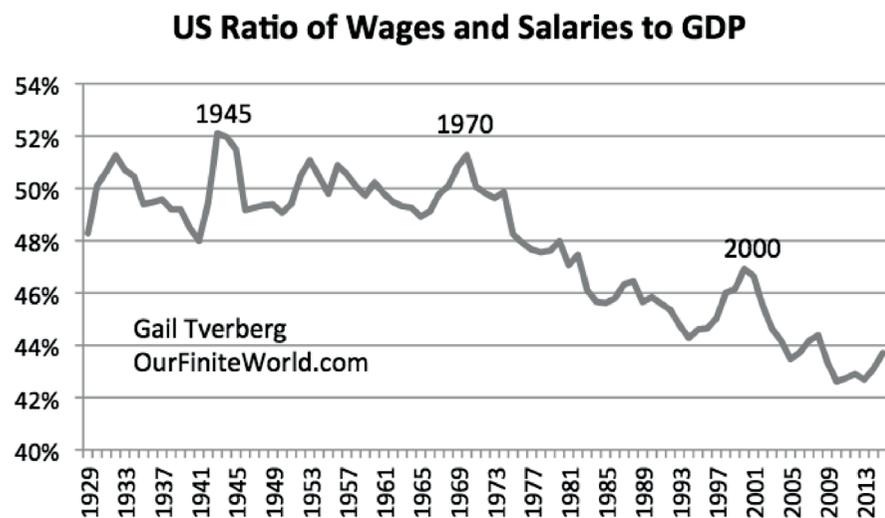
Si l'absence de croissance de la demande en provenance des pays industrialisés continue, cela tendra à ralentir gravement la croissance des exportations pour les pays en développement.

D'où vient la demande pour les importations ?

La plupart des biens et des services que nous importons ont un impact sur les salaires aux USA. A titre d'exemple, si nous importons

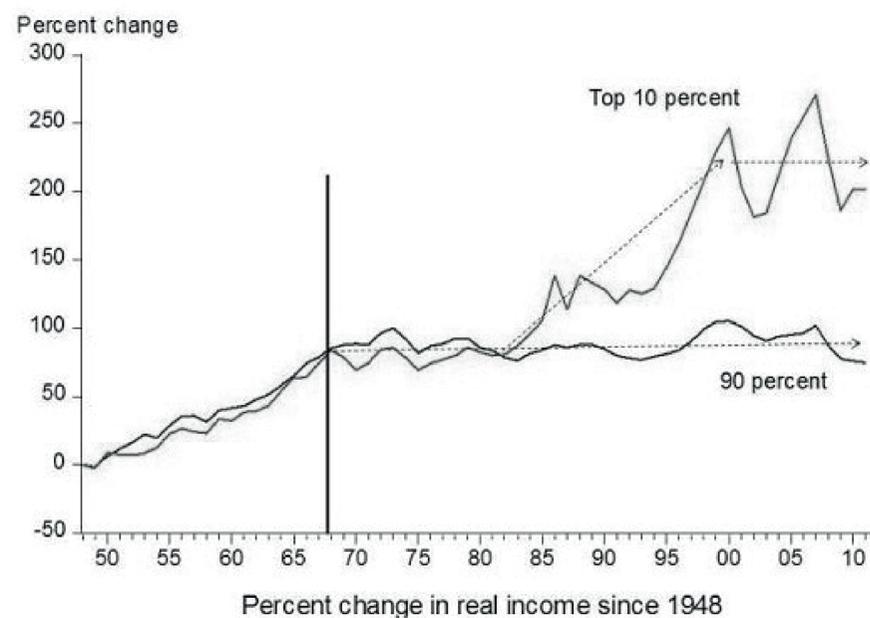
des vêtements, des jouets et des meubles, des emplois américains sont directement détruits dans les industries concernées. De même, les emplois de programmation et de centres d'appels délocalisés vers des pays dont la main d'œuvre est moins chère réduisent le nombre d'emplois disponibles aux USA. Lors de l'augmentation du prix du pétrole dans les années 70, nous avons commencé à importer des voitures du Japon, remplaçant ainsi les véhicules fabriqués aux USA, ce qui a provoqué des pertes d'emploi.

Même si un emploi n'est pas directement perdu, la compétition avec les pays à bas salaire tend à maintenir les salaires au plus bas. Au fil du temps, les salaires américains ont baissé par rapport au PIB.



Graphique 3 : salaires et traitements en pourcentage du PIB.
Source : US Bureau of Economic Analysis

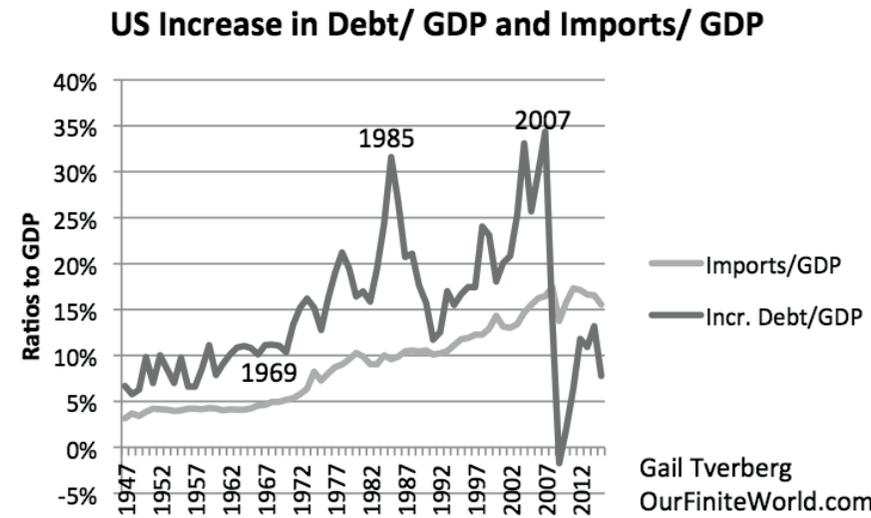
Un autre phénomène est apparu, une plus grande disparité entre les salaires. Cette disparité représente notamment une pression sur les salariés dont les emplois pourraient être externalisés vers des pays à bas salaire. De plus, les salaires des cadres ont tendance à augmenter lors de l'internationalisation des entreprises. Par conséquent, les rémunérations du top 10% ont eu tendance à augmenter alors que les 90% restants ont stagné.



Graphique 4, réalisé par l'économiste Emmanuel Saez sur la base de l'analyse IRS publiée dans le magazine Forbes sous le titre : « Un revenu réel tient compte de l'inflation »

Si les salaires de la plupart des travailleurs accusent un retard, comment peut-on se permettre une augmentation des importations ? Dans la pratique, je dirais qu'on assiste à un recours à la dette plus important. Si les salaires des travailleurs américains avaient augmenté rapidement, cela aurait permis aux travailleurs de pouvoir acheter une quantité accrue des marchandises importées. Avec des salaires à la traîne, on a utilisé l'endettement pour permettre l'achat de biens et de services.

Comme le dollar US était la monnaie de la réserve mondiale, l'augmentation de la dette n'avait pas un impact important sur l'économie. En réalité, à l'époque où les prix du pétrole étaient plus élevés qu'aujourd'hui, le recyclage de pétrodollars contribuait à maintenir la demande en obligations du Trésor américain, car les USA continuaient à emprunter pour acheter du pétrole et d'autres biens. Ce processus leur permettait d'avoir de faibles coûts d'emprunt.



Graphique 5 : Croissance de la dette et importations aux USA en pourcentage du PIB.

Source : FRED, TSMDO, IMPGS

Cependant, il arrive un moment où l'augmentation du niveau de la dette devient impossible. Le taux d'endettement par rapport au PIB devient ingérable. En raison du maintien des salaires au plus bas, dû à la compétition internationale, les consommateurs ne peuvent pas supporter une augmentation de leur endettement. Les entreprises pensent que la lente augmentation des salaires aux USA réduit la demande. Compte tenu de la faible augmentation de la demande, les entreprises ont peu recours à l'endettement pour se développer.

Les prix des biens et services sont très sensibles à l'absence de demande.

De par leur nature, nous consommons beaucoup de marchandises. Les difficultés de stockage de ces marchandises peuvent provoquer facilement un déséquilibre entre l'offre et la demande ce qui génère une fluctuation des prix.

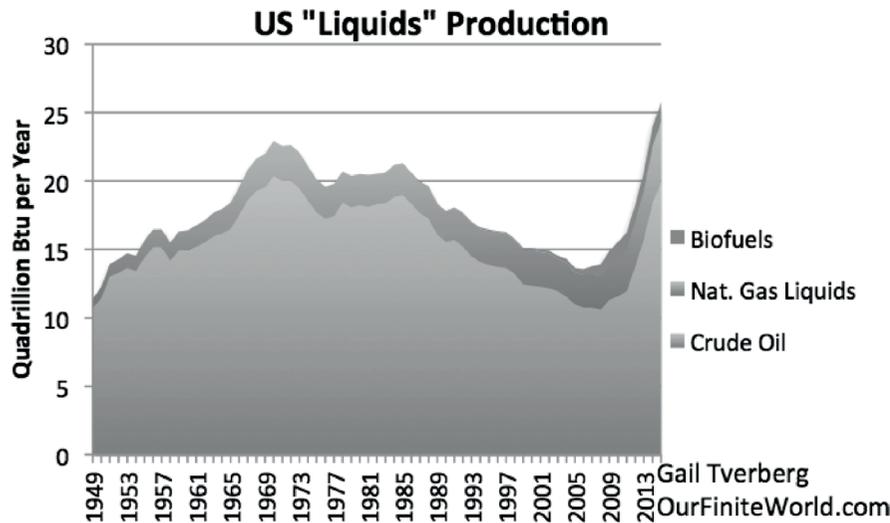
La demande est vraiment une mesure de la capacité financière. Si les salaires sont à la traîne, l'endettement qui augmente (par exemple lors d'achat d'une maison ou d'une voiture) peut entraîner une baisse de l'épargne issue du salaire. Malheureusement, on n'a pas assisté à de telles augmentations de la dette récemment. Dans le graphique 5 ci-dessus, on voit que la croissance de la dette est à la traîne. Si au sein de nombreux pays, les salaires repartent lentement à la hausse et si l'endettement n'augmente pas, alors la demande en marchandises sera inférieure à l'offre. Dans ce cas, les prix des marchandises pourront tomber en dessous du prix de production – Précisément le problème que le monde a connu récemment. Ce problème démarré dès 2012 a été particulièrement difficile l'année passée.

Avec la politique de l'assouplissement quantitatif (QE) les

gouvernements de certains pays ont essayé de résoudre le problème de la croissance économique stagnante. Ce programme produit des

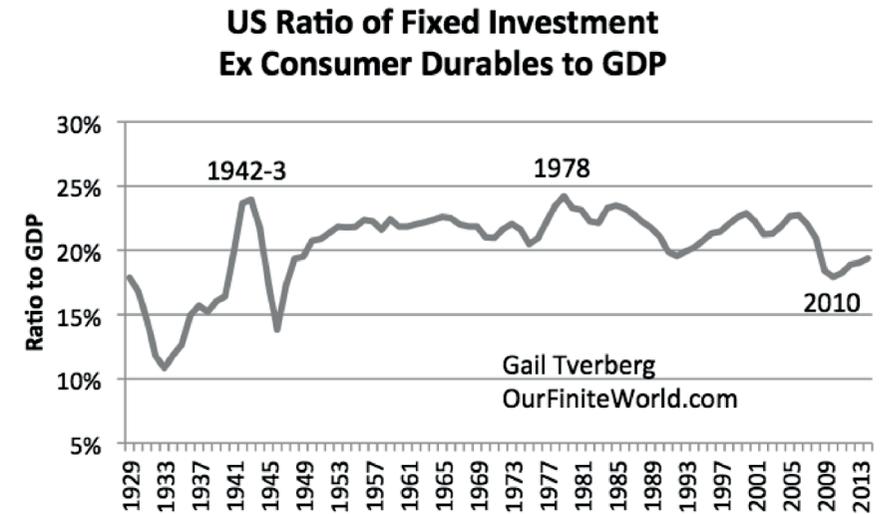
taux d'intérêt très bas. Malheureusement, le QE n'a pas les résultats escomptés pour les produits de base. Il a tendance à augmenter l'approvisionnement de ces produits mais pas la demande.

Les spéculateurs ont l'intention d'injecter de gros capitaux dans des projets, dans l'espoir d'une hausse du prix des matières premières suffisante pour obtenir des bénéfices. En d'autres termes, dans l'espoir que les investissements seront rentables et que les dettes seront remboursées avec des intérêts. L'augmentation rapide de la production « liquide » américaine, notamment grâce au gaz de schiste, est un exemple frappant de cette impulsion à la production après la mise en place de cette politique quantitative.



Graphique 6. Production de pétrole et autres combustibles américain selon des données de l'EIA. Les données sont publiées en novembre mais elles couvrent toute l'année.

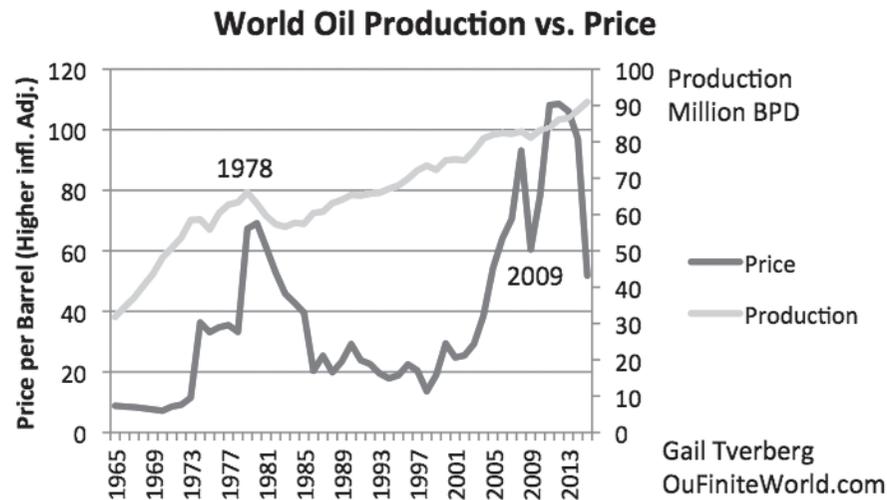
Comme l'indique le graphique 5, les taux d'intérêts très bas n'ont pas réussi à encourager l'endettement. Ces faibles taux n'ont pas réussi non plus à augmenter les dépenses en investissements américains (Graphique 7). En réalité même avec les investissements récents dans le gaz de schiste, l'investissement en capital reste faible par rapport à des modèles d'investissement précédents.



Graphique 7 : Investissements (Usines, Equipement, Ecoles, Routes) à l'exclusion des biens de consommation durable en % du PIB. Source : US bureau of Analysis

Au lieu de cela, les bas salaires générés par la mondialisation, sans augmentation importante de la dette, rendent difficile le maintien de prix de marchandises élevés. Les travailleurs avec de faibles salaires repoussent leur départ de la maison familiale pour s'installer ailleurs. De plus, à la maison, ils peuvent partager un véhicule avec les autres

membres de la famille. Le déséquilibre entre l'offre et la demande a provoqué une chute des prix des marchandises. Sur le graphique 9 on constate la baisse des prix du pétrole, qui a aussi touché le charbon, le gaz naturel et le gaz naturel liquéfié. Sur le plan mondial, l'offre de pétrole est sensiblement à la hausse, mais pas d'une quantité telle qu'elle serait difficile à absorber par le marché comme dans les années 60 et 70 alors que les prix étaient beaucoup plus bas.



Graphique 8. Comparaison production mondiale de pétrole et prix. Source BP pour la production et les estimations de l'auteur pour l'année 2016. Les cours historique du pétrole sont calculés avec un taux d'inflation supérieur à celui d'aujourd'hui si l'on considère comme correcte la position de Shadowstat's à ce sujet.

Les pays en développement sont fréquemment des exportateurs de marchandises.

Si le prix des marchandises est bas, les pays en développement qui les exportent risquent d'être impactés. La baisse de la production va générer la baisse des salaires et par voie de conséquence celle des revenus liés aux taxes à l'exportation. Sans ces recettes, les investissements dans des programmes routiers ou scolaires devront être revus à la baisse et cela conduira à la destruction d'emploi dans d'autres secteurs d'activité. La combinaison de la perte de revenus et de taxes, pourrait rendre le remboursement des emprunts difficile.

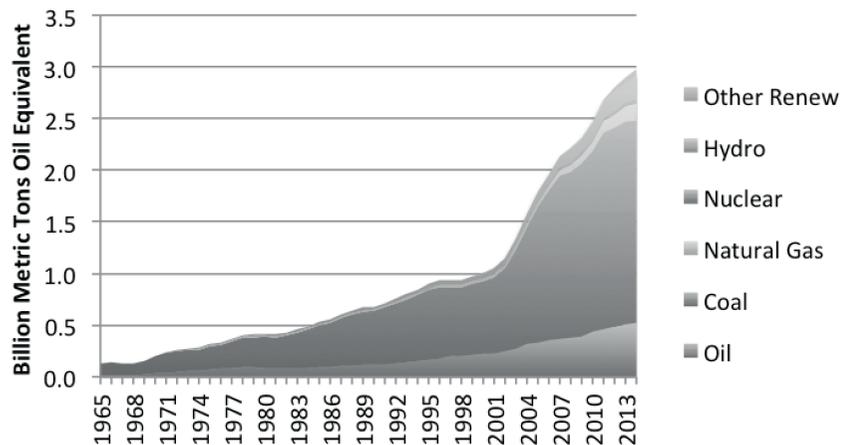
Si les prix des marchandises se maintiennent à la baisse, c'est évidemment une autre limite à la mondialisation

Conclusion

Nous avons identifié deux différentes limites à la mondialisation. L'une d'entre elle réside dans les limites de l'absorption de biens et de services importés par les pays développés pour éviter des pertes d'emploi ou encore l'augmentation de l'endettement que ces économies développées peuvent gérer. Autre limite : de nombreux pays en développement sont exportateurs de marchandises et donc vulnérables face aux faible prix des marchandises.

Bien sûr, d'autres problèmes se font jour. La Chine a découvert que la combustion de son charbon en grande quantité crée un problème de pollution. La Chine a commencé à réduire sa consommation de charbon en partie à cause de ces problèmes de pollution.

China Energy Consumption by Fuel



Consommation d'énergie chinoise par type de combustible.
Source : Rapport Statistique de l'énergie mondiale 2015 BP

Il existe d'autres facteurs limitants. L'accès à l'eau potable est un problème majeur dans la plupart des pays en développement. L'augmentation de la population et des industries ne fait qu'accroître le problème.

Le problème avec la mondialisation, c'est la tendance à vouloir déplacer à long terme la fabrication de produits manufacturés vers des pays aux standards toujours plus bas dans de nombreux domaines : les contrôles de pollution, la sécurité des ouvriers, les salaires et avantages. Ainsi, dans ce monde et ce système, il devient de plus en plus difficile de vivre, de travailler, et les ouvriers ont de moins en moins les moyens d'en profiter. Avec le manque de consommateurs pour absorber la production, maintenir les prix des marchandises suffisamment haut est de plus en plus difficile pour justifier la poursuite de leur production.

Au-delà de la mondialisation, l'objectif final est de confier presque la totalité de la production à des automates et des robots. Evidemment, si cela arrive, la production du système ne trouvera pas preneur. N'est-ce pas là un problème ?

Des salaires décentes sont indispensables au bon fonctionnement d'un système. Comme le système s'est tourné de plus en plus vers la mondialisation, les responsables politiques se concentrent de plus en plus sur les besoins des entreprises et des gouvernements et moins sur les besoins des travailleurs. À un moment, le manque d'acheteurs pour la production du système pourra conduire à son effondrement.

Ainsi, à un certain moment, l'évolution vers la mondialisation et l'automatisation doit cesser. Il faut des acheteurs pour absorber la production, et c'est précisément dans la direction opposée que le

système se dirige. Si on ne remédie pas à cela, le système finira par s'effondrer, ou alors dans une moindre mesure, la tendance à la hausse des importations s'arrêtera et cela a peut-être déjà commencé.

Gail Tverberg

Traduction de Jean-Guy Merlaud pour Commencements

Bio Express

Gail Tverberg est actuaire en assurances. En 2006, elle a commencé à s'intéresser à l'impact financier probable de la pénurie de pétrole pour les compagnies d'assurances et autres institutions financières. Depuis elle a élargi son centre d'intérêts à des problèmes plus généraux liés aux limites des ressources et de la « croissance ». Elle intervient lors de conférences d'actuaire, conférences universitaire et autres événements similaires et publie des articles dans le journal Energy. Elle écrit sous le nom de « Gail l'actuaire » dans The Oil Drum. Elle tient un blog au nom significatif : OurFiniteWorld.com

Soutenir *Commencements*

Commencements est une revue de prospective qui s'intéresse aux nouveaux modes de vie et aux nouveaux modèles de civilisation. Il se veut une source d'information, de réflexion et d'inspiration.

Notre choix est de rendre sa version numérique accessible à tous gratuitement.

Pour cela, nous avons besoin de vous.

Commencements est réalisé de bout en bout par des bénévoles. Pour autant, cela ne permet pas d'éliminer tous les frais. Comme nous nous refusons à recourir à la publicité comme source de financement, nous faisons appel à la contribution volontaire de nos lecteurs. Nous vous proposons une contribution de base de 15 euros pour 4 numéros. Les soutiens d'un montant supérieur seront évidemment les bienvenus.

Pour le règlement, vous pouvez faire un virement au compte ci-dessous en précisant dans le libellé « Soutien à *Commencements* » ainsi que votre adresse de courriel afin que nous puissions vous adresser le lien vers chaque numéro lors de sa parution.

Virement à l'ordre de l'association The Co-Evolution Project

IBAN FR76 1027 8041 0100 0302 9194 230 CMCIFR2A

Pour tout autre moyen de paiement, nous contacter à: thygr@wanadoo.fr.

Note: un recueil annuel imprimé des numéros parus pourra être acquis directement sur le site d'une imprimerie en ligne. Le prix et le fournisseur devaient être donnés dans ce numéro, mais il faudra attendre un peu.

Remerciements

Ce numéro 10 de *Commencements* doit beaucoup à
Jean-Guy Merlaud, Isabelle Vétois, Dominique Viel
et Guillaume Groussin

Crédits photo

A l'exception des portraits fournis par les interviewés, les illustrations
sont de Thierry Groussin.

Tous les numéros de *Commencements* en accès libre

N°1

<http://co-evolutionproject.org/wp-content/uploads/2016/04/Commencements01.pdf>



N°2

<http://co-evolutionproject.org/wp-content/uploads/2016/04/Commencement-02.pdf>



N°3

<http://co-evolutionproject.org/wp-content/uploads/2016/04/Commencements-03.pdf>



N°4

<http://co-evolutionproject.org/wp-content/uploads/2015/09/Commencements04.pdf>



N°5

<http://co-evolutionproject.org/wp-content/uploads/2016/04/Commencements05.pdf>



N°6

<http://co-evolutionproject.org/wp-content/uploads/2016/03/Commencements06.pdf>



N°7

<http://co-evolutionproject.org/wp-content/uploads/2015/04/Commencements-07-.pdf>



N°8

<http://co-evolutionproject.org/wp-content/uploads/2015/09/commencements8.pdf>



N°9

<http://co-evolutionproject.org/wp-content/uploads/2015/12/Commencements09.pdf>

